

LE FIGARO

Le Dossier de l'Enquête de la Cour de Cassation

NOUVELLE

Dépôt du capitaine Guignet

(Suite et fin)

SÉANCE DU 6 JANVIER 1899

Le capitaine Guignet. — Je désirerais compléter et préciser quelques explications données hier. En ce qui concerne les cours de l'Ecole de guerre, j'ai dit que ces cours étaient tirés à environ 90 exemplaires; renseignements pris, ce matin, j'ai appris que le tirage des cours était d'environ 150 exemplaires.

En ce qui concerne les cours de l'Ecole de guerre dont nous possédons une copie partielle, j'ai parlé d'une lettre d'envoi adressée par l'agent A; j'ai oublié de dire que, dans cette lettre, on précise que le cours envoyé est celui professé en 1893-1894.

En ce qui touche les deux pièces qui auraient été saisies au domicile d'Escherhazy et remises au colonel Henry par M. Bertulus, l'une me paraît devoir être le compte rendu d'une entrevue qui a eu lieu à Bâle entre un agent étranger d'une part et, d'autre part, le lieutenant-colonel Henry et le commandant Lauth; cette pièce serait annexée au dossier de l'instruction Tavernier.

Quant à la deuxième pièce, en anglais, je ne possède encore aucun renseignement à ce sujet.

Le ministre de la guerre fera parvenir la pièce à la Cour, on lui fera connaître le résultat des recherches auxquelles il fait actuellement procéder à son sujet.

Après la dernière lettre dont j'ai parlé hier, le service des renseignements a pu se procurer une lettre écrite par un fonctionnaire étranger à l'agent A (pièce 46). Dans cette lettre, datée du 17 janvier 1895, le fonctionnaire étranger, après une allusion à la démission de M. Casimir-Perier, ajoute :

Pour ce qui concerne Dreyfus, on est tranquille et l'on fait tout de même par trouver que j'ai bien agi. Ce qui, dernièrement, a tout d'un coup mis mettre N... en colère à propos de cette question, nul ne sait ici, pas même L... C'est probablement un nigaud... qui aura jadis, à part cela N... est gai et bien portant; mais il veut tout faire lui-même et sa visite à V... a causé un grand émoi.

Cette lettre, rapprochée de quelques autres antérieures à l'affaire Dreyfus, me paraît avoir un caractère tout particulier de gravité.

Nous savons, en effet, notamment par les pièces 49 et 50 versées au dossier, en effet, que le fonctionnaire auteur de la lettre 46 ci-dessus s'occupe personnellement des affaires d'espionnage.

Nous savons aussi que ces mêmes affaires d'espionnage, lorsqu'elles sont du ressort des agents tels que A, sont souvent soumises directement à N..., ainsi qu'il résulte notamment des pièces 51 et 52 versées au dossier. Il semble résulter de ces deux dernières pièces que, dans un cas qui pouvait être identique à celui de Dreyfus, un prédecesseur de A, avant d'entreprendre les négociations directes, a cru devoir en référer à N... et prendre ses ordres.

Il est probable que A... en ce qui concerne Dreyfus, n'a pas suivi la même règle et a agi en se couvrant seulement de la personnalité du fonctionnaire; les relations établies entre A... et Dreyfus n'auraient été connues de N... que postérieurement à l'arrestation de Dreyfus et par l'intermédiaire de ce nigaud dont parle le fonctionnaire.

Quant à la phrase : *On est tranquille et on trouve tout de même que j'ai bien agi*, son explication paraît avoir été donnée par un des témoins entendus précédemment.

En octobre ou novembre 1895, le service des renseignements avait reçu une note memento de l'agent A...

Cette note n'est pas datée (n^o 53), mais il semble que sa date puisse être retrouvée, grâce à une annotation au crayon portée au dos du memento.

Cette annotation paraît viser les députés qui ont eu lieu à la Chambre des députés au sujet de l'issue d'un procès entre l'Etat et les Compagnies de chemin de fer d'Orléans et du Midi.

Je crois que ces débats sont du mois de juin 1895 et la note memento dont il est question serait donc d'une date voisine de celle de ces débats. Dans ce document, l'agent A paraît écrire à un de ses amis, dont le nom est inscrit en vedette et souligné deux fois; ce nom est suivi du nom de Dreyfus et de l'indication du nom de quelques agents travaillant habituellement dans le même local que A. Il y est fait allusion aussi à un concierger dont le fils a accompli son service militaire en France. Enfin, la note memento porte la phrase suivante : *Hanotaux retors, se réjouit de ce qu'Administration démentit : « Administration doit démentir »* (dit dans le sens de il faut).

Il me semble qu'il y a lieu de retenir de cette note memento les points suivants : le fait que le nom de l'ami est placé en vedette et souligné deux fois me paraît indiquer que ce qui va suivre constitue le canevas d'une lettre, d'un rapport, ou peut-être d'une conversation de A... avec son ami sur les sujets énumérés dans l'intérieur de la note.

Or, après avoir quitté cet agent, ce domestique est venu en France, s'est établi à Nancy et a été traité, pendant quelques mois, à l'hôpital de cette dernière ville.

Il a fait, étant en traitement à l'hôpital, des confidences à un infirmier du nom de Chérier, actuellement décédé, mais qui, au

moment où il a recueilli les confidences de Paumier, a fait une déclaration à la police locale.

Quant ces faits parvinrent à la connaissance du service des renseignements, en novembre ou décembre 1897, ce service se mit en quête de Paumier; il apprit que cet homme était venu se fixer à Paris où il habitait le numéro 34 de l'avenue Daumesnil; on pria le service de la Sûreté de le rechercher, de s'aboucher avec lui, et de tâcher d'obtenir qu'il renouvelât les confidences faites à Chérier.

Dans un rapport officiel, le service de la Sûreté fit connaître que Paumier avait abandonné son domicile sans laisser d'adresse, et que les recherches faites pour le retrouver étaient restées infructueuses.

Cette première enquête s'arrêta là; mais récemment (il y a, je crois, deux mois), sur de nouvelles indications qui lui parvenaient de Nancy, le service des renseignements mit à la recherche de Paumier un agent que ce service a à sa disposition immédiate; cet agent retrouva immédiatement Paumier au n^o 34 de l'avenue Daumesnil, adresse qui avait été indiquée un an auparavant, et que Paumier n'avait jamais abandonnée.

Interrogé sur les confidences qu'il aurait faites à Chérier, Paumier déclara qu'il ne savait rien, qu'il n'avait rien à dire, qu'ailleurs il avait déjà été interrogé l'année précédente, au mois de novembre, par un monsieur appartenant à la Préfecture de police ou à la Sûreté, et qu'il avait fait à ce monsieur une réponse identique.

Dans ces conditions, je déclare ne pas comprendre, quant à moi, le rapport officiel adressé au mois de décembre 1897 par la Sûreté, dans lequel on déclarait que Paumier avait abandonné son domicile sans laisser d'adresse, et que les recherches faites pour le retrouver étaient restées infructueuses.

En ce qui concerne, d'ailleurs, les relations que Dreyfus aurait eues à Bruxelles, je sais que des rapports ont été faits directement à M. Cavaignac, ministre de la guerre, par des personnes qui avaient rencontré Dreyfus à Bruxelles.

Je ne connais pas suffisamment ces rapports verbaux, faits à M. Cavaignac, pour pouvoir les résumer devant la Cour. M. Cavaignac pourrait, peut-être, être appelé à compléter sur ce point ma déposition.

Outre la trace de relations diverses d'espionnage, qui me paraissent devoir être relevées à la charge de Dreyfus, la première partie du dossier contient encore quelques documents relatifs à des actes d'espionnage qui me paraissent également imputables au condamné de 1894.

Il s'agit de la livraison à une puissance étrangère du secret de la fabrication de l'obus Robin, du secret du chargement des obus mélétrés, enfin, de l'affectation de l'artillerie lourde aux armées.

Pour ce qui est de l'obus Robin, la Cour possède devers elle tous les documents relatifs à cette affaire. Je désire seulement mettre en lumière ce fait que Dreyfus, après son départ de l'Ecole de pyrotechnie de Bourges, où il s'occupait spécialement de l'obus Robin, a essayé de se tenir au courant de la continuation des expériences faites au sujet de cet obus, en employant, pour se procurer des renseignements, des moyens détournés et mensongers.

La déclaration du capitaine Rémusat, jointe au dossier (n^o 71); les déclarations du général Langlois et du colonel Ruffey me paraissent décisives à cet égard.

En ce qui concerne la livraison du secret de chargement des obus mélétrés, nous avons eu connaissance de cet acte de trahison par la découverte de cinq fragments calcinés de papier pelure, qui appartenaient visiblement à la copie d'une instruction secrète sur le chargement des obus en mélétrés. Ces fragments (pièce 75) ont été saisis chez un des prédecesseurs de l'agent A, mais, antérieurement à l'arrivée de celui-ci à Paris. Ils ont été soumis à l'expertise, et l'expert conclut, d'une façon très nette, que les fragments ne portent pas l'écriture de Dreyfus.

Il n'en est pas moins extraordinaire de voir cet acte de trahison se commettre dans le même temps où l'obus Robin est livré à une puissance étrangère, dans le temps où Dreyfus est employé à l'Ecole de pyrotechnie, établissement qui possède un exemplaire de l'instruction secrète sur le chargement des obus en mélétrés; enfin, il n'est pas moins extraordinaire de voir que la copie de ce document a été faite sur papier pelure analogue au bordereau de 1894.

Demande par un conseiller. — Vous venez de nous dire qu'il était extraordinaire de voir que la copie de ce document avait été faite sur papier pelure analogue au papier du bordereau. Vous venez également de mettre sous nos yeux les fragments du document dont il s'agit. Le papier constituant ces fragments n'est point quadrillé, à la différence de celui sur lequel est écrit le bordereau?

Le capitaine Guignet. — J'ai voulu attirer l'attention de la Cour sur ce fait que l'auteur de l'acte de trahison concernant le chargement des obus a employé un papier transparent, procédé identique à celui employé par l'auteur du bordereau.

C'est l'identité de procédés (emploi de papier transparent) que j'ai voulu mettre en lumière.

On a dit à ce sujet, et j'ignore si le fait

est exact, que l'auteur du bordereau avait pu faire un décalquage; je crois qu'il serait intéressant de rapprocher les fragments calcinés, dont il est question ici, du texte autographié de l'instruction confidentielle sur le chargement des obus en mélétrés; il semble bien, en effet, comme l'indique le rapport de l'expert (n^o 82), que l'écriture des fragments n'est pas de la main de Dreyfus; mais j'aurais voulu pouvoir comparer cette écriture avec celle de l'instruction, et voir, notamment, si certains mots ne sont pas superposables et n'ont pas été décalqués.

Sur interpellation :

Je crois que les fragments sont arrivés au ministère de la guerre à la fin de l'année 1890 (novembre 1890).

En ce qui concerne le troisième acte de trahison — relatif à la livraison à une puissance étrangère des détails de l'ordre de bataille des armées et du fait de l'affectation à ces armées de l'artillerie de 120 — il est à remarquer que Dreyfus, pendant son stage au 1^{er} bureau, a été chargé de mettre au net un tableau de l'ordre de bataille, et de surveiller le tirage de ce tableau à la presse autographique, à raison de 25 exemplaires environ.

Il lui était certainement facile de faire tirer un exemplaire en plus ou, mieux, de conserver par devers lui la minute du tirage.

En effet, c'est l'officier qui a la surveillance du tirage des documents confidentiels qui est chargé de détruire, sous sa responsabilité, les minutes autographiques.

Il pourrait les conserver par devers lui sans les détruire et n'aurait, de ce fait, l'attention de personne.

En ce qui concerne l'affectation du canon de 120 court aux armées, c'est dans le courant de 1894 que la question fut traitée de concert entre, d'une part, la direction de l'artillerie et le 1^{er} bureau de l'état-major, et, d'autre part, le 1^{er} et le 3^e bureau de l'état-major.

La question fut traitée au 1^{er} bureau par le commandant Bayle, aujourd'hui décédé, auquel Dreyfus était adjoint en qualité de stagiaire.

Le commandant Bayle fit une note destinée au 3^e bureau, note indiquant les bases d'après lesquelles devait se faire la répartition de l'artillerie de 120 pour le futur plan. La minute de cette note devait être renfermée dans l'armoire dont le commandant Bayle avait la clef.

Cette minute n'a pu être retrouvée.

Sur interpellation :

On a eu la preuve de l'acte de trahison dont je viens de parler par une note de l'agent A (pièce 33) parvenue au service des renseignements le 28 décembre 1895.

Demande par un conseiller. — Est-il impossible que l'acte de trahison qui serait établi par le memento parvenu au service des renseignements le 28 décembre 1895 n'ait eu lieu qu'en 1895?

Le capitaine Guignet. — Non, évidemment, cela n'est pas impossible. Je veux seulement faire remarquer que, partout où est passé Dreyfus (Ecole de pyrotechnie, 1^{er} bureau de l'état-major, section du commandant Bayle), on a constaté des fuites de renseignements secrets concernant l'artillerie.

J'ai terminé l'analyse des documents provenant de l'agent A ou d'agents du même ordre, et prouvant des actes de trahison qui ont paru imputables à Dreyfus.

En ce qui concerne les documents, on a inséré dans la première partie du dossier divers renseignements de moralité sur le déporté.

Je crois inutile de les analyser, la Cour ayant entre les mains toute cette partie du dossier (pièces 85 à 116).

Je désirerais seulement attirer l'attention de la Cour sur une conversation qui aurait été tenue d'une part, entre M. D'Ocagne et M. Painlevé, et, d'autre part, un membre de la famille Dreyfus.

Je crois devoir aussi citer la déclaration du général Lebelin de Dionne, qui a eu Dreyfus sous ses ordres pendant ses deux ans d'Ecole de guerre.

La déclaration du général de Dionne est assez succincte et ne fait que résumer d'une façon imparfaite une conversation que ce général aurait eue avec le général Gonse.

N'ayant pas assisté à cette conversation et ne la connaissant que de deuxième main, je ne crois pas pouvoir la reproduire devant la Cour qui pourrait, si elle le juge utile, entendre à cet égard le général de Dionne.

La deuxième partie du dossier ne comprend, ainsi que je l'ai dit, que des pièces ayant avec celles de la première un intérêt de comparaison au point de vue des écritures.

Dans ces pièces, il en est une, classée dans la correspondance de l'agent B avec l'agent A et dans laquelle B, traitant visiblement d'une question d'espionnage, dit à A : *J'ai revu M. Dubois* en soulignant. Il peut se faire certainement que ce Dubois soit cet individu dont je crois avoir parlé et qui a offert à B de lui vendre le secret de la poudre sans fumée.

Cependant, cette supposition me paraît peu vraisemblable étant donné que le sieur Dubois, sur lequel on a pu avoir des renseignements, est un individu sans instruction, incapable de vendre le secret de la poudre sans fumée, individu sans moralité d'ailleurs et qui a probablement tenté d'escroquer B.

B a certainement pris des renseigne-

ments sur ce Dubois et il est peu probable qu'il l'ait revu et que ce soit de lui qu'il parle lorsqu'il annonce avec une certaine satisfaction qu'il a revu M. Dubois.

Il est des plus vraisemblable que l'individu dont il est question dans la lettre de B, tout en étant un agent d'espionnage, n'est pas désigné sous son véritable nom conformément à l'usage constant de B, usage dont nous avons plusieurs preuves; B a débaptisé son agent et l'appelle Dubois, soit en souvenir de ce Dubois qui voulait lui vendre la poudre sans fumée, soit par toute autre raison, peut-être parce que son nom commençait par un D.

Je pense même à ce sujet que la lettre : *Ce canaille de D...* qui émane de l'agent A pourrait s'appliquer à ce même individu. B l'appelle Dubois et A le désignant simplement par l'initiale du nom de convention.

Sur interpellation :

En ce qui concerne les lettres de la deuxième partie classées de 159 à 233, un certain nombre d'entre elles (33, je crois) ont dû arriver au ministère de la guerre simultanément vers l'année 1897, les autres sont arrivées antérieurement et s'échelonnent à des dates différentes que je ne puis autrement préciser.

Pour la troisième partie, elle comprend, ainsi que je l'ai indiqué, une pièce notoirement fautive : *le faux Henry*, sur lequel je me suis expliqué.

Une autre pièce, au moins suspecte, c'est la lettre Weyler dont il est question également dans la première partie de ma déposition.

Il reste une troisième pièce qui me paraît non moins suspecte et qui est classée sous le numéro 371.

Cette pièce est une lettre authentique, écrite au crayon noir, sur papier quadrillé, par l'agent B à l'agent A; son texte est le suivant :

Mon très cher ami, hier au soir j'ai fini par faire appeler le médecin qui m'a défendu de sortir. Ne pouvant donc aller chez vous, demain, je vous prie de venir chez moi dans la matinée, car D... m'a porté beaucoup de choses très intéressantes, et il faut partager le travail, ayant seulement dix jours de temps. Tâchez donc de dire (sic) à..... que vous ne pouvez pas monter. Tout à vous. (Signature).

Ce qui constitue à mes yeux le caractère suspect de cette pièce, qui porte la date de mai 1894 (date du bureau des renseignements), c'est que l'initiale D... me paraît recouvrir une autre initiale ou lettre majuscule qui aurait été effacée à la gomme.

De plus, l'intervalle qui sépare cette initiale de la première lettre du mot suivant me paraît d'une étendue absolument anormale, lorsqu'on se contente de mettre une initiale.

Il me semble que cet intervalle a dû être occupé par des lettres faisant suite à la lettre majuscule qui paraît avoir été effacée à la gomme.

De plus, les trois points qui font suite à l'initiale D... me paraissent appuyés et grossis, beaucoup plus gros en tous cas que les points de ponctuation que l'on trouve dans le texte authentique.

Enfin, en examinant cette pièce à la loupe, il m'a paru que le quadrillage voisin de la lettre qui m'a semblée gommée a été atteint lui-même par la gomme, ce qui me confirme qu'on a utilisé la gomme pour effacer une lettre ou un mot.

Il m'a semblé également, en continuant mon examen à la loupe, que les points qui accompagnent l'initiale D... recouvriraient des lettres, dont il m'a paru voir quelques éléments sans que j'aie pu reconstituer ces lettres.

Pour ces divers motifs, la pièce, dont l'ensemble du texte est authentique, m'a paru éminemment suspecte et a été classée dans la troisième partie.

Demande posée par un conseiller. — Si, comme vous venez de nous l'indiquer, la pièce dont vous avez reproduit le texte ci-dessus ne concerne pas Dreyfus, il semble résulter de son texte, dont l'authenticité ne vous paraît pas douteuse, qu'en mars 1894, B recevait d'un agent des documents secrets, qu'il communiquait à A, qu'en un mot il existait un autre individu que Dreyfus se livrant à des actes de trahison au profit de cet agent?

Le capitaine Guignet. — En effet, il devait y avoir d'autres agents que Dreyfus qui fournissaient des renseignements à B et à A pendant que Dreyfus était au ministère de la guerre, de même que, après l'arrestation de Dreyfus, les agents B et A ont continué à se livrer à des menées d'espionnage et à avoir à leur disposition des indications ou des individus leur apportant des renseignements.

Dans la correspondance de B avec A qui est classée à la deuxième partie, et qui comprend la période du commencement de 1892 à la fin de 1897, il y a de nombreuses lettres prouvant l'exactitude de ce que je viens de dire.

Si la pièce suspecte dont il est question ici n'avait pas été falsifiée, elle serait allée rejoindre, à la deuxième partie, les lettres de même nature que nous possédons.

Je dois ajouter maintenant que la pièce suspecte, bien que portant la date d'entrée de mars 1894, n'a été présentée au général Gonse qu'au mois d'août ou septembre 1890, c'est-à-dire au moment où

paraissaient les articles de *l'Eclair*, où parvenait la lettre signée Weyler, et quelques semaines avant la production du faux Henry.

Je crois, pour cette raison, que la falsification qu'a subie la pièce 371 se rattache aux manœuvres qui ont été employées à cette époque par Henry et par le Paty; mais je n'ai d'autres raisons pour donner cette indication à la Cour que le fait de la production de cette pièce falsifiée au général Gonse au moment même où allaient se produire d'autres agissements délictueux ou criminels.

Demande par un conseiller. — La pièce sur laquelle vous venez de vous expliquer est bien celle qui a été lue à la tribune de la Chambre la première, dans la séance du 7 juillet 1898?

Le capitaine Guignet. — Oui.

Le président. — Dans une autre partie de ce discours, il est dit que la pièce qui a été reconnue depuis être le faux Henry s'encadrait naturellement à sa place dans une longue correspondance, dont l'authenticité n'est pas discutable. Pouvez-vous donner quelques explications à ce sujet?

Le capitaine Guignet. — Les pièces d'une authenticité indiscutable auxquelles a fait allusion M. Cavaignac sont celles de la première partie classées sous les n^{os} 64 et 65.

Ces deux pièces, réunies aux pièces 61, 62 et 63, montrent bien que B a été l'objet d'une enquête d'où pouvait résulter pour lui d'assez sérieux ennuis, et que A s'est employé (voir notamment les pièces 64 et 65) pour dégrader B.

Le faux Henry répond donc à une situation d'esprit qui me paraît être celle où se trouvait l'agent B au moment où le faux a été produit.

Cette enquête a-t-elle quelque rapport avec l'affaire Dreyfus? Elle se produit, en tout cas, et se renouvelle toutes les fois que l'affaire Dreyfus recommence à être discutée dans la presse.

D'autre part, j'ai déjà dit que les pièces 57 et 58 témoignent de la part de B la préoccupation de dissimuler la vérité à son chef hiérarchique. Cette préoccupation, rapprochée de l'enquête qui a suivi, me paraît au moins mériter d'être citée.

Demande par un conseiller. — Nous avons constaté que vous avez basé la culpabilité de Dreyfus sur trois ordres de faits ou de documents :

1^o Les aveux;
2^o La discussion technique du bordereau;

3^o Le dossier secret.

En suivant votre discussion, nous avons remarqué que vous ne tirez aucun argument de l'écriture du bordereau.

Cette omission est-elle de votre part volontaire et quelle en est la raison?

Le capitaine Guignet. — En effet, je n'ai pas parlé de l'écriture du bordereau, par la raison que le bordereau original n'a fait que passer entre mes mains.

Le bordereau faisait partie du dossier du Conseil de guerre, dossier qui était distinct du dossier secret et qui a été conservé par le service des renseignements jusque vers les derniers jours du ministère Cavaignac.

A ce moment seulement, deux ou trois jours avant la démission de M. Cavaignac, le dossier du Conseil de guerre lui fut remis, sur sa demande.

M. Cavaignac me montra le bordereau original, mais c'est la seule fois où je l'ai vu. Je n'ai pas eu le loisir de l'étudier au point de vue graphique, et mes souvenirs sont si peu précis, en ce qui concerne l'aspect extérieur de ce document, que je ne pourrais dire si, comme on l'a écrit depuis, le papier est réglé.

Je le pouvais, dans ces conditions, faire état de l'écriture du bordereau comme élément de conviction.

Je crois devoir ajouter, cependant, que, s'il m'était démontré que l'auteur du bordereau n'est pas Dreyfus — démonstration que je n'ai pas encore vue — ma conviction sur la culpabilité du condamné, basée sur la discussion technique du dossier, n'en serait pas le moins du monde ébranlée, attendu que l'auteur du bordereau peut avoir dissimulé son écriture ou fait écrire le bordereau par une autre personne (je pencherais plutôt pour la première hypothèse).

En tout cas, il y a une question que je me suis posée souvent, que je ne suis pas arrivé à résoudre. C'est la suivante : Pourquoi l'auteur du bordereau a-t-il employé du papier pelure?

J'ai pensé un instant que le bordereau devait être envoyé à l'intérieur d'une carte pneumatique, mais j'ai écarté immédiatement cette hypothèse qui me paraît inadmissible, puisque le bordereau accompagnait un certain nombre de pièces.

D'ailleurs il me semble bien, sans pouvoir l'affirmer, que le bordereau ne porte pas trace de plis.

Demande par un conseiller. — A-t-on eu, au ministère de la guerre, une preuve quelconque que les documents énoncés au bordereau fussent parvenus à destination?

Le capitaine Guignet. — Je n'ai personnellement aucune donnée à cet égard.

La séance est levée.

Le samedi 21 janvier 1899, à midi, M. le capitaine Guignet a de nouveau comparu devant la Commission d'instruction

et lui a soumis les pièces du dossier secret depuis le n° 1 jusqu'au n° 48 bis ; il a remis à la disposition de la Cour la pièce n° 4 du dossier secret.

La séance a été levée à 2 h. 1/2.

SEANCE DU 26 JANVIER 1890

M. le capitaine Cuignet a continué, devant la Commission d'instruction, la présentation des pièces de son dossier à partir du n° 50.

Ces pièces ont été successivement représentées à la Cour jusqu'à y compris le n° 393.

Au sujet de la pièce 391, lettre d'un agent étranger datée de mars 1894 (date d'arrivée), dans laquelle il est question de D... comme ayant apporté beaucoup de choses très intéressantes. M. le capitaine Cuignet offre de laisser cette pièce, dans laquelle la lettre D paraît avoir été introduite par la falsification, à la Cour, en en détachant en haut et en bas les parties qui pourraient la faire connaître.

En conséquence, M. le capitaine Cuignet a détaché de cette pièce, en haut et en bas, deux morceaux contenant chacun quelques lignes d'écriture ; la partie centrale est restée intacte pour être jointe à la présente, après avoir été par lui, avec nous et le greffier, paraphée *in varietur*.

Cette partie centrale contient les phrases suivantes :

M'a défendu de sortir. Ne pouvant donc aller chez vous demain, je vous prie de venir chez moi dans la matinée, car D... m'a porté beaucoup de choses très intéressantes, et il faut partager le travail, ayant seulement dix jours de temps.

Caches donc...

NOUVELLE DÉPOSITION

DU CAPITAINE CUIGNET

SEANCE DU 26 JANVIER 1890

Demande posée par un conseiller. — Dans une déposition reçue par M. le rapporteur Tavernier à la date du 24 octobre dernier, nous lisons ce qui suit :

D. — N'avez-vous jamais été poussé à faire la déclaration que vous venez de renouveler devant nous ?

R. — Personne ne m'y a poussé. J'ai agi de ma propre initiative.

D. — Vous avez eu à Amberg (sic) la visite de deux officiers que vous dites être venus de Paris. A quelle date avez-vous vu ces officiers ?

R. — Le 5 juillet 1890.

D. — Avez-vous déjà, à cette époque, écrit au président de la Cour de cassation ?

R. — Certainement ; je ne puis pas préciser exactement la date de ma lettre au président de la Cour de cassation.

D. — Savez-vous quels étaient ces deux officiers ?

R. — Non. Ils m'ont dit qu'ils avaient une mission du ministre de la guerre, et qu'ils appartenaient au service des renseignements. Puis ils m'ont invité à leur fournir tous les renseignements que je pouvais avoir sur le colonel Picquart, et je leur ai fait connaître ce que j'avais écrit à la Cour de cassation.

Pouvez-vous nous faire connaître si cette visite de deux officiers au nommé Savignaud a été connue des chefs de l'état-major et dans quel but cette visite aurait été faite ?

Le capitaine Cuignet. — Cette visite a eu lieu par ordre du ministre de la guerre, qui était alors M. Cavaignac.

M. le député Dupuytren était venu dire à M. Cavaignac qu'au cours de la récente campagne électorale qu'il avait faite dans le Berry, un de ses électeurs, le sieur Savignaud, était venu le trouver à l'issue d'une conférence et lui avait déclaré avoir mis à la poste des lettres de Picquart adressées à M. Scheurer-Kestner, dans le courant de l'année 1890, alors qu'il était, lui Savignaud, planton de Picquart au camp de Sidi-el-Hani.

M. Cavaignac voulut s'assurer de l'exactitude des faits qui lui étaient signalés par M. Dupuytren, et il donna l'ordre qu'on envoyât un officier du service des renseignements au domicile de Savignaud pour l'interroger.

L'officier désigné fut le capitaine Junck qui désira ne pas être seul pour cette mission et se fit adjoindre un de ses camarades de l'état-major, le capitaine Lavitte, ainsi que l'agent Desvernine.

Arrivés à Amberg, la ville la plus proche de la résidence de Savignaud, les officiers envoyèrent Desvernine en reconnaissance afin de s'assurer si Savignaud était à son domicile ou à la campagne.

Desvernine partit à bicyclette et ramena le sieur Savignaud à Amberg.

Comme il n'avait pas déjeuné, les officiers le firent manger à l'auberge et là il leur apporta les faits relatés dans la demande.

Le capitaine Junck rentra à Paris fit un rapport sur sa mission ; il termina son rapport par l'exposé de l'impression qu'avait produite sur lui le témoin Savignaud.

Cet homme lui avait paru sincère, mais il ajouta néanmoins qu'il lui avait paru réaliser le type parfait de ce qu'on est convenu d'appeler au régiment un *fricoteur*.

Savignaud lui avait demandé son appui ou l'appui du ministre de la guerre pour pouvoir se rengager dans un régiment de tirailleurs en qualité de musicien ; le capitaine Junck se borna à lui indiquer les formalités auxquelles il devait se soumettre pour obtenir son rengagement.

Par la suite, ce même Savignaud a écrit à divers reprises au ministre de la guerre pour obtenir d'être rengagé malgré un refus d'acceptation du commandant du bureau de recrutement.

On lui répondit une première fois qu'on ne pouvait rien faire pour lui en dehors de la voie régulière ; puis on lui adressa ses lettres sans réponse.

Tout ceci est relaté dans un dossier spécial qui se trouve au ministère de la guerre et qui est relatif à l'entrevue du capitaine Junck et du sieur Savignaud.

Demande posée par un conseiller. — D'une pièce qui a passé tout à l'heure sous les yeux de la Cour il résulte que l'agent A, dès le mois de février 1892, communiqué à son gouvernement deux rapports, l'un du 17 janvier 1890 concernant la nouvelle pièce française de 120 millimètres de campagne, l'autre en date du 14 mars 1890 sur le même canon et ses munitions, et en outre onze dessins et une photographie relative à cette pièce et à ses munitions.

Ne s'agit-il pas de la pièce qui a plus tard été définitivement adoptée avec le frein hydropneumatique, et dont il serait question, d'après ce qui nous a été dit, dans le premier paragraphe du bordereau ?

Le capitaine Cuignet. — Parfaitement. Ces deux documents, qui ont provoqué les poursuites dirigées en 1892 contre le sieur Greiner, me paraissent faire mention des essais alors en cours et qui ont précédé la fabrication en grand du canon de 120 de campagne.

Le ministre de la guerre enverra d'ailleurs à la Cour les deux rapports visés dans ces pièces du dossier secret ; il y joindra une note faite par le service compétent du ministère afin de fixer les dates des essais du canon de 120 court, la date de son adoption définitive et toutes les questions qui peuvent se rapporter à cet ordre d'idées.

Demande posée par un conseiller. — D'autres pièces produites également à la Cour, notamment d'un document portant la date de juin 1897 et adressé à l'agent A par l'agent B, ne résulte-t-il pas que cet agent B a communiqué à son collègue A un rapport sur les magasins à poudre ?

Ce fait ne démontre-t-il pas que postérieurement à l'affaire Dreyfus des fuites ont continué à se produire au ministère de la guerre ?

Veillez nous dire votre sentiment à ce sujet, et nous faire savoir si ce rapport ne devait pas, selon toute vraisemblance, émaner soit de la direction de l'artillerie soit de celle du génie ?

Le capitaine Cuignet. — Il ne paraît pas résulter de ce document que des fuites aient encore été constatées au ministère de la guerre après l'arrestation de Dreyfus.

Ces termes « rapport sur les magasins à poudre » sont réellement trop vagues pour que je puisse me faire une idée de ce que contenait le rapport, et du service de qui il émanait.

Il est possible qu'il s'agisse d'instructions émanant de la 3^e direction du ministère de la guerre (artillerie) ou de la 4^e direction (génie) ; mais c'est là une simple hypothèse ; il pourrait se faire tout aussi bien qu'il s'agit d'instructions d'une autorité subordonnée.

Encore une fois, les termes employés par l'agent B sont trop vagues pour que je puisse rien préciser à cet égard.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Capitaine CUIGNET.

Déposition de M. Barthou

SEANCE DU 28 DÉCEMBRE 1890

Le président. — Vous avez été désigné à la Cour comme possédant des renseignements intéressants sur l'affaire Dreyfus. Avez-vous l'obligeance de nous dire ce que vous savez ?

M. Barthou. — J'ai connu certains incidents de l'affaire Dreyfus, comme ministre des travaux publics dans le cabinet de M. Dupuy, en 1894, et comme ministre de l'intérieur dans le cabinet de M. Méline.

En 1894, j'ai appris l'arrestation de Dreyfus par les journaux. M. le général Mercier, ministre de la guerre, m'a communiqué au Conseil que le bordereau comme présomption de la culpabilité de Dreyfus, en ajoutant que les éléments du bordereau n'avaient pu être connus que d'un officier de l'état-major. Quant au mobile du crime, M. le général Mercier l'attribuait aux déceptions éprouvées par Dreyfus dans sa carrière militaire.

En ce qui concerne les aveux recueillis par le capitaine Lebrun-Renaud, je n'en ai jamais entendu parler à cette époque, et M. Dupuy nous confirmait récemment, à M. Poincaré et à moi, que le capitaine Lebrun-Renaud ne lui en avait jamais parlé, ni dans son cabinet, ni dans celui de M. Casimir-Perier, Président de la République, chez lequel il avait été conduit par M. Dupuy.

Au point de vue du ministère présidé par M. Méline, je crois devoir indiquer l'attitude générale prise par le cabinet dans l'affaire.

Comme il résulte d'un compte rendu officiel d'une séance du Conseil, de novembre 1896, je crois, le cabinet estimait qu'il devait faire respecter l'autorité de la chose jugée.

La décision rendue par le Conseil de guerre avait, pour lui, la force de la vérité légale.

Il ne prenait à son compte, ni la culpabilité de Dreyfus, ni la régularité de la procédure, mais il devait les respecter et les faire respecter tant qu'elles n'auraient pas été contredites par une décision rendue conformément aux dispositions de la loi. Et cette même loi citait les termes mêmes de l'article 443 du Code d'instruction criminelle.

Cette attitude générale explique à la Cour que nous n'avons pris connaissance d'aucun dossier, et que, par conséquent, à cet égard, ma déposition soit très brève.

Mais il y a deux faits que je dois indiquer à la Cour, puisque j'ai juré de dire la vérité tout entière.

Le premier est comme ministre de l'intérieur, à une date notée sur le dossier lui-même, communication d'un dossier de la Préfecture de police relatif à M. du Paty de Clam.

Je n'en parlerai pas s'il ne contenait que des notes, de police, toujours susceptibles d'être mises en doute. Mais il renferme un ensemble de pièces desquelles il résulte qu'il y a quelques années, à la suite d'incidents d'ordre personnel, M. du Paty de Clam avait restitué une lettre par l'intermédiaire d'une femme voilée, derrière le palais de l'Industrie. J'ai communiqué ce dossier à M. le président du Conseil, à M. le ministre de la guerre et à M. le ministre de la justice—plus particulièrement occupés de l'affaire Dreyfus—parce qu'il me paraissait jeter une certaine lumière sur la remise du document libérateur faite, quelques années plus tard, à Esterhazy, dans les mêmes conditions.

J'ai aussi le souvenir précis d'avoir entendu le général Billot, au moment du procès Zola, dire qu'il avait eu plusieurs jours de doute sur la culpabilité de Dreyfus, et qu'il n'en avait pu dormir pendant plusieurs nuits.

J'ignorais, à ce moment, d'une manière absolue, le rôle joué en 1896 par l'enquête du colonel Picquart, et je n'ai pu prêter à ce propos toute l'importance qu'il a acquise, depuis, dans mon esprit.

Mais la découverte du faux Henry a jeté, pour moi comme pour tant d'autres, dans cette affaire, une sorte de lumière rétrospective, qui en a éclairé bien des recoins. Et j'ai aujourd'hui l'impression

que les doutes du général Billot ont dû se produire au moment de l'enquête Picquart, comme j'ai l'impression, aussi, que le faux Henry a été fabriqué pour dissiper ces doutes. J'ajoute, d'ailleurs, que je crois à l'absolue bonne foi et à la loyauté de M. le général Billot.

Le président. — M. Poincaré nous a parlé d'une conversation qui aurait eu lieu entre lui, M. Dupuy et M. de Lanesan, et au cours de laquelle M. Dupuy aurait dit : « Je commence à croire que nous pouvons avoir été victimes d'une immense mystification en 1894. » Le propos a-t-il été tenu devant vous, ou en avez-vous entendu parler ?

M. Barthou. — Je n'ai pas assisté à cette conversation, mais j'en ai connu les détails à la fois par M. Poincaré et par M. de Lanesan.

Le président. — N'avez-vous pas souvent causé, avec vos anciens collègues, de vos préoccupations au sujet de l'affaire Dreyfus ?

M. Barthou. — Il est bien vrai que j'ai souvent causé de cette affaire avec plusieurs de mes anciens collègues du cabinet de 1894, et que nous avons échangé nos préoccupations, plus particulièrement avec M. Poincaré.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : BARTHOU.

Déposition de M. Guérin

sénateur, ancien ministre de la justice

SEANCE DU 2 DÉCEMBRE 1890

Le président. — Vous étiez garde des sceaux au mois d'octobre 1894, à l'époque où ont été engagés contre Dreyfus les poursuites pour crime de haute trahison.

Voudriez-vous dire à la Cour dans quelles conditions ces poursuites ont été engagées ?

M. Guérin. — Je ne connais pas les circonstances dans lesquelles le procès a été engagé. A la fin du mois d'octobre 1894, sans que je puisse davantage préciser la date, à l'issue d'un Conseil des ministres qui avait été tenu au ministère de l'intérieur, M. le président me pria de passer dans son cabinet.

J'y fus rejoint par M. le général Mercier, alors ministre de la guerre.

Le général nous exposa que, depuis quelque temps déjà, on avait constaté à l'état-major des livraisons de documents.

On avait procédé à une enquête à la suite de laquelle les soupçons s'étaient portés sur le capitaine Dreyfus, attaché au 2^e bureau de l'état-major.

Le général Mercier ajouta qu'il était convaincu que cet officier était l'auteur de ces livraisons de documents. Il fonda sa conviction sur trois ordres de faits : tout d'abord, le bordereau qu'on avait trouvé, me dit-il, dans la corbeille à papiers de l'attaché militaire d'une puissance étrangère que je demandai la permission de ne pas nommer, une note déchirée en plusieurs morceaux.

On avait apporté cette note à l'état-major.

On avait rapproché ces différents fragments et reconstitué le document connu sous le nom de bordereau.

Ce document contenait l'énumération de cinq documents livrés. On avait aussi recherché, à l'aide de comparaison d'écritures, quel pouvait en être le rédacteur, mais on n'y avait pas réussi, lorsque, le colonel Fabre revenant des manœuvres, lui montra le document en question. Cet officier supérieur s'écria aussitôt : « Mais c'est l'écriture de Dreyfus ! »

On se procura alors des spécimens de l'écriture de ce dernier (lettres ou rapports) et on procéda à une vérification d'écritures. Quatre experts, je crois, furent nommés.

Quant au résultat de leur travail, il fut celui-ci : deux se prononcèrent nettement pour l'identité de l'écriture du bordereau et de celle de Dreyfus ; les deux autres ne se prononcèrent point.

Et, à ce propos, le général Mercier, estimant que la vérification n'était ni complète ni décisive, me pria de demander à M. le président le nom d'un expert compétent et honorable.

Je le vis, je crois, le jour même, et je transmis à M. le ministre de la guerre le nom de cet expert qui était, je crois, M. Teyssnières.

Le général Mercier fonda donc sa conviction sur ce premier élément : la déclaration de deux des experts en écriture.

Un second élément, auquel il parut attacher une grande importance, c'est que la nature des documents consignés au bordereau, rapprochée de l'indication des différents bureaux de l'état-major auxquels le capitaine Dreyfus avait été successivement attaché, démontrait invinciblement, selon lui, que seul le capitaine Dreyfus avait eu connaissance de l'ensemble de ces documents, que seul il les avait eus en mains, et que seul, par conséquent, il avait pu les livrer.

Le général Mercier invoqua une troisième considération.

Il nous raconta les preuves que la Cour connaît : celle de la dictée de la lettre.

On fit appeler le capitaine Dreyfus dans un bureau et on lui dicta un écrit dont les premières phrases avaient un caractère insignifiant. Dreyfus écrivait sans manifester d'autres sentiments qu'on lui faisait faire.

Mais lorsqu'on arriva à l'énumération des documents contenus au bordereau, son visage trahit une émotion extrême, sa main se mit à trembler, et ce tremblement se traduisit par une différence sensible dans le corps de l'écriture. Le général Mercier nous déclara, en conséquence, qu'il se proposait de demander au Conseil des ministres l'autorisation d'ouvrir une information contre le capitaine Dreyfus.

Quelques jours après, le 1^{er} novembre 1894, un Conseil spécial fut convoqué à cet effet.

Je ne me rappelle pas s'il eut lieu à l'Elysée, sous la présidence de M. Casimir-Perier, ou au ministère de l'intérieur sous la présidence du président du Conseil.

Là, M. le général Mercier fit à nouveau l'exposé que j'ai raconté ; il fit connaître les origines de l'affaire, les raisons des soupçons qui s'étaient portés sur le capitaine Dreyfus.

Il communiqua le bordereau — et le

bordereau seul — et nous demanda l'autorisation d'informer contre Dreyfus.

Nous fûmes unanimes à lui accorder cette autorisation.

Seul, M. le ministre des affaires étrangères, M. Hanotaux, fit quelques réserves et quelques objections tirées du lieu où aurait été trouvé le document, et des complications diplomatiques qui, le cas échéant, pouvaient surgir.

Il fut alors entendu qu'au cas où l'information aboutirait au renvoi de Dreyfus devant un Conseil de guerre, on prendrait des mesures pour éviter toute difficulté de ce genre et pour ne nommer aucune puissance.

A partir de ce jour, je n'ai plus rien su personnellement ou directement. C'est l'autorité militaire qui a suivi toutes les phases de la procédure et dirigé le procès. L'information a été ouverte et elle a, vous le savez, abouti au renvoi du capitaine Dreyfus devant le Conseil de guerre.

Le président. — Le général Mercier ne vous a-t-il pas parlé également de pièces secrètes sur lesquelles reposait sa conviction, et ne vous a-t-il pas déclaré, soit alors, soit plus tard, qu'il existait un dossier composé de pièces de cette nature ?

M. Guérin. — Je n'ai jamais entendu parler à cette époque de pièces secrètes. Il ne nous a jamais été communiqué et nous n'avons jamais connu que le bordereau.

Je n'ai connu l'existence de ces prétendues pièces secrètes qu'il y a un an, à l'époque du procès Zola.

Le président. — Avez-vous, après la condamnation de Dreyfus et sa dégradation, été mis au courant des aveux que Dreyfus aurait faits au capitaine Lebrun-Renaud ?

M. Guérin. — Je n'ai jamais rien su personnellement à ce sujet et n'ai jamais été instruit des aveux que Dreyfus a pu faire au capitaine Lebrun-Renaud. Je n'ai connu cette question des aveux que par les journaux.

Le général Mercier n'a pas rendu compte au Conseil des ministres de ces aveux.

J'ai entendu dire que le capitaine Lebrun-Renaud avait été conduit chez M. le président du Conseil, mais je ne le sais pas personnellement, et je sais encore moins ce qui a pu être dit au cours de ces entrevues, si elles ont eu lieu.

Le président. — M. Gobert, expert, a déclaré avoir été appelé par vous au ministère de la justice pour vous fournir quelques renseignements sur l'affaire Dreyfus.

Vous souvenez-vous de ce qui s'est passé à cette occasion, entre vous et le témoin en question ?

Ne vous aurai-je pas déclaré, au moment où il était reçu par vous, en vous montrant la pendule qui est sur la cheminée de votre cabinet : « Monsieur le garde des sceaux, je crains qu'à cette heure on ne commette une faute grave, » et que vous ne lui auriez pas répondu : mais qu'au moment où il vous a quitté, vous lui auriez recommandé la plus extrême discrétion, le gouvernement voulant conserver secrète l'affaire de trahison et redoutant surtout les indiscretions de la presse et particulièrement celles du journal *Le Libre Parole*, l'officier soupçonné étant israélite ?

M. Guérin. — Je ne puis pas affirmer si j'ai ou non reçu M. Gobert, si je l'ai appelé ou s'il est venu me voir spontanément.

Mes souvenirs ne sont pas assez précis sur ce point ; mais ce que je puis affirmer, c'est que, s'il est venu, je ne lui ai pas tenu le langage et je n'ai pas fait les déclarations qu'il me prête.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : GUÉRIN.

DANS LA PRESSE

Nous profitons du supplément d'aujourd'hui pour réunir sous cette rubrique un certain nombre de pièces concernant l'affaire, pièces qui ont été publiées par plusieurs de nos confrères sans distinction d'opinions et de partis.

Signalons d'abord le travail graphologique établi par M. J. Héricourt, dans le *Sicel*, sur l'écriture du commandant Esterhazy et les abréviations dont est coutumier le commandant :

Dans le fac-similé du bordereau publié par le *Matin*, et qui est bien supérieur par sa netteté à toutes les reproductions de cette pièce faites par la suite, le mot *renseignements* (3^e ligne) apparaît, écrit comme il suit :

Le mot est-il supprimé ? est-il formé comme un z sans point, et le deuxième jambage de l'y est-il atténué jusqu'à disparaître ? Nous ne saurions le décider, d'autant que la reproduction photographique pourrait bien n'avoir pas tout à fait la netteté de l'original.

Or, l'écriture de quelques lettres d'Esterhazy révèle bien vite chez leur auteur, une tendance à abréger les mots un peu longs, terminés en *ent*, de préférence les adjectifs.

Dans la lettre dont les fragments sont reproduits ci-dessous, on trouve trois fois le mot *renseignements*, écrit : deux fois, *renseignements*, et une fois, *renseignements*.

Il est vrai que ni l'une ni l'autre de ces abréviations n'est celle du bordereau. Mais dans une lettre reproduite dans l'*Atlas* de comparaison publiée par les soins de M. Bernard Lazare, je trouve, page 1, ligne 2, le mot *moment*, écrit *moment*, avec une abréviation analogue à celle du bordereau, c'est-à-dire avec la suppression apparente de la lettre *e* entre *m* et *t*.

Je trouve encore, dans diverses lettres d'Esterhazy, sous les yeux la reproduction photographique, les mots : *extrêmement*, écrit *extrêmement* ; *profondément*, écrit *profondément* ; *remboursement*, écrit *remboursement*.

Dans des fac-similés reproduits par le *Figaro* du 30 novembre 1897, l'on voit encore le mot *purement* écrit *purement*, et le mot *simplement* écrit *simplement*. (1^{re} colonne, 4^e ligne avant la fin.)

Ainsi, il est certain que l'abréviation du mot *renseignements* du bordereau, est une de celles qui sont familières à Esterhazy.

Assurément les abréviations ne sont pas rares dans l'écriture des personnes dont la main est rapide. Mais la suppression de l'*e* entre *m* et *t* est singulière ; elle n'est assurément pas commune et c'est la première fois que je la rencontre.

D'autre part, je n'ai rien trouvé de semblable dans l'écriture de Dreyfus.

L'abréviation dont il s'agit est donc bien caractéristique.

Dans le mot *renseignements*, M. Alphonse Bertillon a vu la preuve de la culpabilité de Dreyfus. Nous pensons qu'on y pourrait plutôt voir comme la signature d'Esterhazy.

J. HÉRICOURT.

M. Gabriel Monod a écrit la lettre

suivante à M. Jaurès, à propos de la déposition de M. Hanotaux, qui concernait les conversations qu'il avait eues avec l'ancien ministre des affaires étrangères :

Versailles, 24 avril 1899.

Permettez-moi de présenter quelques observations à vos lecteurs au sujet de la déposition de M. Hanotaux.

Je commence par ce qui m'est personnel. M. Hanotaux laisse supposer que mes souvenirs sur la conversation tenue par lui en mai 1897 pourraient être inexacts, et prétend que j'en ai donné trois textes différents, l'un dans une lettre à vous, l'autre dans une interview du *Temps*, le troisième à la Cour. Ce sont les souvenirs de M. Hanotaux qui sont inexacts. Je n'ai donné aucun texte de sa conversation dans le *Temps*, et la seule différence entre celui de ma lettre et celui de ma déposition à la Cour est la suppression de deux adjectifs, dans celle-ci. J'avais commencé par citer à la Cour le texte que je vous avais donné et qui était tiré de mon journal ; mais, dans ma déposition écrite, j'ai demandé de supprimer deux épithètes, parce que, ai-je dit, si je suis absolument sûr des phrases mêmes, ma mémoire a pu se tromper sur une épithète plus ou moins vague. J'ai craint en particulier d'avoir employé le mot *abominables* au lieu de *déplorables*, ou toute autre épithète analogue.

Sur l'ensemble, je crois que M. Hanotaux a très exactement fait comprendre quelle a été sa conduite dans l'affaire Dreyfus. C'est celle que je lui ai toujours attribuée et qui me le fait juger avec moins de sévérité que ne le font certains de mes amis. Il a cru que le général Mercier se trompait ; il a tout fait, en conséquence, pour empêcher le procès Dreyfus d'avoir lieu. Quand il a vu la chose impossible, il s'est dit que la justice militaire était libre et responsable de ses actes, que lui n'avait pas autre chose à faire qu'à empêcher des conséquences diplomatiques funestes de sortir de ce procès.

Il a cru qu'en arrêtant le général Mercier dans son œuvre, une fois le public informé et surexcité, c'était lancer la France dans la plus redoutable des agitations. Et s'il n'a pas informé M. Casimir-Perier des démarches que M. de Munster avait faites auprès de lui, en novembre et décembre 1894—démarches dont nous ignorons d'ailleurs le caractère exact—c'est que, connaissant l'hostilité qui séparait M. Casimir-Perier et le général Mercier, il a craint un éclat.

Je n'ai pas à justifier sa conduite politique, surtout en 1897-1898 ; je crois qu'il s'est trompé, lourdement, en ne comprenant pas qu'il sacrifiait à un accusé probable et innocent à la paix publique, il contribuait à bouleverser et à affaiblir la France. Mais je suis convaincu que, comme il l'a affirmé et comme je l'ai toujours soutenu, il n'a trémpé à aucun degré, ni comme dupe, ni comme complice, dans l'abominable invention de la lettre de Grille à M. II, et qu'il n'a pas davantage été l'inspirateur des non moins abominables campagnes de calomnies et de menées faites dans une certaine presse contre Dreyfus et les dreyfusards.

Par contre, je trouve inconcevable qu'un historien aussi intelligent que M. Hanotaux ait pu négliger comme indifférente la dépêche de Panizzardi du 2 novembre 1894. Je puis difficilement croire qu'il l'ait fait, puisque cette dépêche a fait l'objet de négociations laborieuses entre la guerre et les affaires étrangères. Elle a dû être même une des causes déterminantes des efforts faits par M. Hanotaux pour empêcher le procès. En effet, sa véracité ne pouvait faire l'objet d'aucun doute. Si Panizzardi et Schwarzschild, dès le premier jour où le nom de Dreyfus était prononcé, affirmaient à leurs gouvernements n'avoir jamais eu de rapports avec lui, sans savoir ni quelles preuves on avait contre lui, ni s'il n'avait pas fait des aveux, c

mari et la mère de ses enfants a écrit à des étrangers, à des indifférents, pour leur demander leurs services, et afin d'expliquer à leurs yeux l'irrégularité de sa vie, ses faux ménages, ses déportements, il a dit qu'elle était malade, que le médecin lui avait ordonné de la ménager et qu'alors il avait dû chercher ailleurs.

Et ces lettres mensongères viennent d'être publiées, dans l'Enquête.

Voilà pourquoi Mme la comtesse Esterhazy, cessant de résister aux conseils de sa famille et de ses amis, a demandé le divorce contre l'ex-commandant, son mari.

Voilà pourquoi, tous deux, ils sont convoqués aujourd'hui, à cinq heures, devant le président du Tribunal civil de la Seine. — Ce qu'on appelle la « tentative de conciliation ».

Est-il besoin de dire qu'il n'y sera pas, lui ? Il n'aura pas quitté Londres. Il continuera, de là-bas, à narguer ceux qui l'attaquent, qui le chargent, et le dernier lien qui le rattache à celle qu'il a délaissée achèvera de se briser sans qu'il ose même rien tenter pour s'y opposer.

Vraiment, le respect de tous suivra jusqu'à cette dernière marche de son calvaire l'épouse irréprochable, et la mère parvenue à lutté tant qu'elle a pu, et qui ne cède enfin, et qui ne déçoit que le nom qu'elle a si longtemps toléré qu'en appartenant avec quel dédain traitait devant tous l'homme qui le lui avait donné.

Le *Matin* confirme cette information et dit que c'est M. Robinet de Cléry qui est chargé d'introduire la demande de divorce de Mme Esterhazy contre son mari.

Le Liseur.

QUELQUES LETTRES

M. Strong nous écrit au sujet de la rectification que M. Sherard nous avait demandée et que nous avons tout aussitôt publiée :

20, rue Saint-Vincent-de-Paul.

le 25 avril 1899.

Monsieur le Rédacteur en chef du Figaro.

Monsieur,

Vous ne m'avez pas permis de répondre ce qui suit à la lettre de M. Sherard que vous publiez dans votre numéro d'aujourd'hui.

Je n'ai pu préciser dans ma déposition — faite de mémoire — devant la Cour de cassation la date exacte de ma première rencontre avec Esterhazy, mais il serait bien facile de fixer cette date en consultant la collection du *Figaro*, l'interview que j'ai eue avec Esterhazy à cette époque ayant paru environ trois jours après, en traduction, sous votre rubrique « Revue des Journaux ».

Bien avant cette date, M. Sherard m'a obéi de demandes pour qu'il me présentât à Esterhazy. La rencontre a eu lieu dans les bureaux de la *Librairie*. M. Sherard est venu me trouver au *Horseshoe*, à boulevard Denain ; j'ai pu voir Esterhazy et nous sommes allés ensemble aux bureaux de la *Librairie* où nous avons attendu M. Esterhazy.

Nous sommes descendus après son arrivée et, de là nous nous sommes rendus à l'hôtel Continental où nous attendait M. Christie Murray, correspondant spécial du *Daily News*. M. Sherard a lui-même fait la connaissance d'Esterhazy simplement en se présentant chez lui comme journaliste.

J'aurais pu en faire tout autant si j'avais voulu.

D'ailleurs je n'ai jamais prié M. Sherard de me présenter à qui ce soit.

Agrez, monsieur, l'assurance de mes sentiments très distingués.

Rowland Strong.

M. Emile Bourgeois, maître de conférences à l'Ecole normale supérieure, a adressé la lettre suivante au premier président de la Cour de cassation :

Versailles, 23 avril 1899.

Monsieur le premier président,

Dans la partie de l'enquête aujourd'hui publiée qui contient les dépositions de MM. Hanotaux et Gabriel Monod, je relève une contradiction grave entre les deux témoignages. Je me suis autorisé à la résoudre à l'aide de mes souvenirs personnels, très précis, sur l'objet même de cette contradiction, un déjeunier intime où M. Hanotaux aurait fait connaître à M. Gabriel Monod ses doutes sur la culpabilité du capitaine Dreyfus dès le mois de mai 1897.

Je n'assistais pas à ce déjeuner. Mais j'ai eu, dans la journée même, la communication des propos qui y furent tenus. Je me fais un devoir de la transmettre à la Cour, chargée d'apprécier les deux dépositions.

Je précise, en m'excusant des détails qui ont une valeur pour l'appréciation de mon propre témoignage. J'habite Versailles, comme M. Gabriel Monod, mon ancien maître, mon collègue et mon ami, qui m'a fait toujours le même honneur qu'à M. Hanotaux, son ancien élève également, de m'associer intimement à sa pensée et à sa vie.

Nous revenions à la fin de mai 1897 de Paris, par un train de l'après-midi. Nous parlions d'une façon générale, des compromis de conscience auxquels la politique oblige et qui dé-

naturent et faussent la politique elle-même. Cette conversation générale amena M. Monod à me dire, pour me donner un exemple particulier :

— Tenez, je déjeunais chez un ministre de mes amis, ce matin, avec un autre membre de l'Institut. Et là, dans l'intimité, voici ce que le ministre nous disait : « La condamnation d'Alfred Dreyfus n'a été obtenue que par la pression de certains journaux, de certains milieux politiques sur le général Mercier. Les preuves de la trahison n'étaient pas établies : il a fallu un procès et peut-être une condamnation. »

Sur le moment même je me rappelle qu'elles furent ma surprise, ma stupéfaction. Cela me parut monstrueux, et d'ailleurs, absorbé par un enseignement nouveau à l'Ecole normale au moment où l'on condamnait Alfred Dreyfus, je n'avais pas suivi le procès. Depuis, je n'avais pas connu la brochure de Bernard Lazare. Il n'y avait pas pour moi d'affaire Dreyfus. Et je me souviens que le matin de cette conversation, à un dîner de famille où j'en fis part immédiatement, je dis la peine que j'avais à accepter ce qui alors me paraissait une hypothèse.

Les choses ont bien changé depuis. Mais si j'ai répondu tout de suite, dès le mois de novembre 1897, à l'appel de M. Scheurer-Kestner, c'est que cet appel a réveillé en moi le souvenir récent des propos tenus par M. Hanotaux à M. Gabriel Monod. Ces propos avaient, à mes yeux, d'autant plus de valeur qu'ils étaient antérieurs à tout débat public sur l'affaire et venaient d'un historien ministre en 1894.

Cette lettre, monsieur le premier président, n'a pas pour objet d'établir la valeur du témoignage de M. Gabriel Monod. Je croisais faire injure à un maître dont trente générations d'élèves, parmi lesquels M. Hanotaux, sont prêtes à attester la droiture et la délicatesse de conscience. Mais je tenais à rappeler que mes premiers doutes sur l'affaire Dreyfus furent suggérés par des propos de M. Hanotaux à M. Gabriel Monod, transmis à moi-même, le jour où ils ont été tenus, dans les termes du 14 janvier 1898 M. Monod les a rapportés à la Cour.

Veillez agréer, je vous prie, l'assurance de mes sentiments respectueux.

Emile Bourgeois,

Maître de conférences à l'Ecole normale supérieure.

AUTRES LETTRES

Mme Pays nous écrit :

Monsieur le Rédacteur en chef,

Bien que n'étant pas de celles auxquelles est d'ordinaire réservé l'honneur de la publicité du *Figaro*, j'apprends par votre journal les détails d'une longue conversation que vous avez eue avec M. Dumas, de la Chambre criminelle, à eue avec Louise Périnet, femme Gérard, mon ancienne concierge.

Mme Gérard, qui n'avait jamais été à pareille fête, n'a eu rien de caché pour M. Dumas, et la langue n'y suffisait pas, elle a exhibé à son interlocuteur un carnet tout entier écrit de sa main. M. Dumas a lu attentivement, et il dit, mais qu'il n'aurait pu déchiffrer complètement qu'avec l'assistance d'un commis de M. Delcassé, répondant au nom bizarre de Paléologue.

J'ai vu ce carnet, de loin seulement. M. Dumas ayant mis à me le montrer toute la prudence d'un homme convaincu qu'il en mains un document devant servir à l'histoire de France.

Il s'est trompé, toutefois, comme son vieil ami Clemenceau, s'il a pensé que le carnet de Mme Gérard, née Périnet, ferait oublier celui d'Arton et les saletés du Panama, qu'on eût tant de mal à tenir cachées.

M. Dumas et M. Gérard, désormais inséparables, semblent convaincus l'un et l'autre que, grâce à ce document, la vérité toujours en marche — comme elle doit être fatiguée ! — aura enfin fait un pas décisif. Je n'aurais pas la cruauté de les désabuser et je ne m'abaisserai pas jusqu'à ordonner que Louise Périnet a déposé sur son carnet et dans les mains avisées et impatientes de M. le conseiller Dumas.

A cette besogne, M. le président Loew a bien compris qu'il ne pourrait jamais associer tous ses collègues. En choisissant M. Dumas pour l'accomplir, il lui donna une haute marque de confiance qui était seule, sans doute, à motiver, dans l'esprit de M. Bertulus, son intérêt à le faire jurer.

Mes pressentiments à l'égard de Mme Gérard ne m'avaient d'ailleurs pas trompée, et, sans m'en souvenir de mes mensonges, je me félicite de ne lui avoir dit que ce que je voulais lui faire répéter.

Pauvre M. Dumas ! Il en a, dit-on, fait une maladie qui met ses jours en danger et M. Loew lui désespère. Ce n'est pas, à coup sûr, ce qu'on avait voulu et espéré.

Je ne proteste pas, je livre les faits et les acteurs à l'appréciation publique, et je signale seulement qu'après avoir déposé, Mme Gérard, née Périnet, a envoyé une de ses amies, Mlle Barbier, porter à M. Bertulus des lettres qui n'avaient été notées, et que celui-ci a acceptées avec empressement.

La loi, qui n'est pas faite à son profit pour certains juges, appelle recueillir et punir comme tel celui qui reçoit et détient des objets volés.

Je me garderai bien de l'invoquer et de porter plainte contre voleurs et recelers, pour ne pas mettre M. Bertulus dans le cas, qui pour lui ne serait pas embarrassant,

d'être, à mon détriment et dans une même affaire, juge et partie, témoin et accusé.

Recevez, monsieur, mes salutations.

Marguerite Pays.

Mme Gérard, la concierge de la maison n° 49, rue de Douai, adresse au *Sicéle* la lettre suivante :

Paris, le 20 avril 1899.

Monsieur le directeur,

Ayant eu connaissance du démenti que Marguerite Pays oppose à mes assertions, démenti publié dans le journal *L'Eclair* en date du 19 avril courant, je viens vous prier, monsieur le directeur, de vouloir bien insérer dans votre journal les notes suivantes :

Je confirme à nouveau tous les termes de ma déposition, et la complète sur un point. Car j'ai eu un scrupule à un certain moment et n'ai pas dit tout ce que je savais à M. Dumas sur l'affaire du bordereau.

Je viens donc vous affirmer que Mlle Pays m'a avoué à plusieurs reprises qu'Esterhazy avait fait le bordereau avec le colonel Sandherr et le lieutenant-colonel Henry.

Je n'avais pas osé parler d'Esterhazy devant le conseiller de la Cour. Cependant j'avais tout raconté à M. Bertulus avant mon appel en Cour de cassation. J'affirme également les aveux de ce magistrat sur les mensonges. Pour ce qui concerne les papiers que M. Bertulus désirait avoir et pour lesquels perquisition a été faite au domicile de Mlle Pays, j'avoue les avoir eus en dépôt, chez moi, depuis le 20 août 1898, à dix heures du soir, jusqu'au 8 octobre, à minuit ; je précise.

Mlle Pays les a repris elle-même.

Dans ces papiers j'ai vu :

« La copie du bordereau... »

« Notes sur Madagascar... »

« Décalque sur papier gris-bleu du canon de 120 court... »

« Une correspondance en langue étrangère, une autre d'officiers supérieurs français au commandant... »

Lorsque Mlle Pays a su que j'en avais pris connaissance, elle doit se rappeler m'avoir dit ceci :

« Ces papiers ne me compromettent pas, ils ne compromettent qu'Esterhazy et l'état-major. »

Veillez, je vous prie, monsieur le directeur, vouloir bien insérer cette lettre telle quelle et recevoir mes respectueuses salutations.

Femme Gérard, née PÉRINET,

49, rue de Douai.

FAIT NOUVEAU ?

Connaissez-vous la *Revue critique de législation et de jurisprudence* ? Non, probablement, car, à l'époque où nous vivons, on ignore presque toujours les travaux qui, consciencieusement et avec une parfaite impartialité, fixent le terrain exact d'une discussion.

La *Revue critique de législation* a pour Comité de rédaction M. Accarias, conseiller à la Cour de cassation ; M. Auzou, de l'Institut, ancien président de section au Conseil d'Etat ; M. Lyon-Caen, de l'Institut, professeur de droit. Elle a pour collaborateurs toutes les célébrités des Ecoles de droit de France, parmi lesquelles nous remarquons M. Lebreton, professeur à la Faculté de droit de Caen, ministre de la justice.

Or, dans son dernier numéro, du 15 avril, la *Revue critique de législation* publie une intéressante constatation due à la plume de M. Emile Le Due sur le fait nouveau. Nous n'avons pas besoin de rappeler ici que M. Le Due, dans les travaux juridiques ont souvent fait autorité, et nous nous bornons à publier son article *in extenso*. — N. D. L. R.

DU « FAIT NOUVEAU » EN MATIÈRE DE REVISION DES PROCES CRIMINELS OU CORRECTIONNELS

(ART. 443, § 4, DU CODE D'INSTR. CRIM.)

« Le droit moderne a justement reconnu que la preuve morale n'avait point un degré de certitude moindre que la preuve légale. Pourquoi ne pas appliquer désormais ce principe, qui est aujourd'hui la règle constante des jugements, à la matière qui nous occupe ?

« En conséquence, la Chambre ajoute aux trois cas prévus par le § 4 de l'article 443 de l'article 443. »

(POURQUOI DE BOISSERIN, rapport au Sénat, séance du 21 juin 1894, Dalloz, 1895, 480.)

Sous l'empire de l'ancienne législation, c'est-à-dire antérieurement à la loi du 8 juin 1895, les seuls cas de revision des procès criminels ou correctionnels étaient au nombre de trois, savoir :

1° Le cas d'une condamnation pour homicide sur une personne plus tard reconnue vivante ;

2° Le cas de deux condamnations successives encourues pour un même crime ou délit par deux ou plusieurs personnes entre lesquelles n'existait aucun lien de complicité ;

3° Enfin, le cas d'une condamnation pour faux témoignage encourue par l'un des témoins au premier procès, postérieurement à la condamnation prononcée contre le demandeur en revision.

Mais, frappé depuis longtemps du grand

nombre et de l'extrême diversité des circonstances de fait à la suite desquelles pouvait se révéler à un moment donné l'innocence d'un condamné, le législateur décida, en 1895, d'instituer un nouveau cas de revision « assez général », selon ses propres expressions, « pour comprendre toutes les hypothèses d'erreurs possibles, et assez restreint, cependant, pour n'autoriser la revision que quand elle sera commandée par la certitude (morale ou matérielle) de l'erreur. »

Une seule difficulté l'avait arrêté jusqu'à là, celle de trouver une formule qui répondît précisément à cette double préoccupation de parer à toutes les causes d'erreur possibles et de laisser à la chose jugée toute sa force, toute son autorité, toute la foi qui lui est due dans l'intérêt même de la société.

Cette formule, après bien des efforts, il crut enfin l'avoir trouvée dans celle qui constitue aujourd'hui l'article 443 du Code d'instruction criminelle et qui, en effet, sans énumérer aucune de ces « hypothèses d'erreur » pour mieux se les assimiler toutes, énonce simplement que la revision pourra encore être demandée : « Lorsque après une condamnation, un fait viendra à se produire ou à se révéler, lors des débats seront représentés de nature à établir l'innocence du condamné. »

De nombreuses discussions sont nées tout récemment dans le public et dans la presse à l'occasion d'une très intéressante affaire sur l'interprétation qu'il y avait lieu de donner à ce § 4 de l'article 443 au point de vue du fait qui l'exige à la base de toute demande en revision fondée sur ce § 4 de l'article 443. Et en l'absence de toute définition juridique — d'ailleurs impossible — du mot et de la chose, par une étrange erreur d'interprétation de ces mots « après une condamnation » qui ont vint ledit paragraphe, l'accord se fit presque complet entre tous les esprits pour qualifier unanimement ce fait de « fait nouveau », pour lui imposer ce caractère.

Il nous paraît que cette qualification et ce caractère sont aussi peu justifiés l'un que l'autre, appliqués, imposés à toutes les espèces, quels que soient l'événement, la circonstance, le fait, qui motivent la demande en revision basée sur le paragraphe 4.

Nulle part, en effet, ni dans le texte de ce paragraphe ni dans les discussions nombreuses certes et approfondies qui en ont précédé l'adoption, le législateur n'a entendu soumettre le fait revisé, dans son existence, à une condition de temps qui le constitue, par rapport au crime ou au délit qui a motivé la condamnation, à l'état de fait « nouveau » ou ancien.

C'est seulement au regard de la condamnation dont la revision est demandée (et non du crime ou du délit qui l'a motivé) que le législateur l'a soumis à une double condition : celle d'avoir été « ignoré des premiers juges et d'être de nature à établir l'innocence du condamné ».

Or, pour avoir été ignoré des premiers juges, le fait revisé n'en peut pas moins être antérieur à la condamnation ou, tout au moins, concomitant avec elle.

Les termes du § 4 de l'article 443 sont formels : Ils disposent que la revision pourra encore être demandée « lorsque après une condamnation, un fait viendra à se produire ou à se révéler... de nature à établir l'innocence du condamné. »

Le premier de ces deux termes (produire ou se révéler) vise manifestement le cas d'un fait postérieur à la condamnation, inexistant au jour de cette condamnation et dès lors « nouveau » dans toute l'acceptation du terme. Mais le second vise, non moins manifestement, le cas d'un fait déjà produit, c'est-à-dire déjà existant au jour de la condamnation bien qu'ignoré des premiers juges et, dès lors, antérieur à cette condamnation ou concomitant avec elle, d'un fait « ancien » par conséquent.

Cette volonté arrêtée du législateur de ne soumettre le fait revisé à aucune autre condition que celle que nous avons indiquée plus haut n'a pas eu, d'ailleurs, pour seul effet de permettre au fait dont dépendra la revision de revêtir indifféremment le caractère de fait « ancien » ou de fait « nouveau ».

Il en est résulté encore pour lui la possibilité de n'être même pas immédiatement *probat*, car l'art. 445 du même Code d'instruction criminelle donne expressément à la Cour de cassation le droit « si l'affaire n'est pas en état de procéder directement ou par commis-

sions rogatoires à toutes enquêtes, confrontations et interrogatoires propres à mettre en évidence la vérité », ce qui suppose nécessairement que cette dernière, simplement soupçonnée, n'est pas entièrement connue ou tout au moins établie.

Il en est enfin résulté pour lui, et par voie de conséquence, la possibilité de ne présenter aucun *lien juridique* étroit ou même immédiat avec le crime ou le délit qui a motivé la condamnation dont la revision est demandée.

S'inspirant, en effet, de ce principe d'une large d'application véritablement sans limite, que « la preuve morale », partout où elle se rencontre, n'offre pas moins de certitude que la preuve légale », le législateur en a fait la base de son nouveau cas de revision et il a donné, à cet effet, à sa pensée une forme telle que « toutes les causes, toutes les hypothèses d'erreur possibles » en pussent bénéficier.

Ainsi donc, un *fait même antérieur* à la condamnation, pourvu qu'il ait été révélatrice et qu'il soit de nature à établir l'innocence du condamné, peut, aussi bien qu'un *fait postérieur*, motiver la revision de cette condamnation.

Et un fait même *étranger*, en apparence, au crime ou au délit qui a motivé ladite condamnation peut également, dans les mêmes conditions de présomption d'innocence du condamné, permettre la revision de son procès.

Nous le reconnaissons, toutefois, ce ne sont là que des affirmations toutes gratuites dont la valeur reste à démontrer, et dont le mérite et la justesse pourront être à bon droit contestés tant que la Cour de cassation ne se les sera pas appropriés dans ses arrêts de revision.

Mais justement, depuis l'institution du nouveau cas de revision inscrit dans le § 4 de l'article 443, deux affaires se sont présentées, entre vingt autres, dans lesquelles la Cour de cassation a eu l'occasion d'affirmer sur ces points sa jurisprudence ; voyons dans quel sens :

Ces deux affaires, on le sait, sont les deux affaires Rossi et veuve Druaux qui firent l'objet des deux arrêts de revision du 16 et du 22 février 1896. (Dalloz, 1896, 1.333. — 1897, 1.54.)

Dans la première, un sieur Rossi avait été condamné avec deux autres de ses coaccusés pour un vol qualifié auquel il avait été faussement convaincu d'avoir participé. Sa condamnation avait été entraînée par le faux témoignage d'un de ses coaccusés, lequel, au sortir même de l'audience de condamnation, revint sur ses dires et déclara l'innocence de Rossi que démontrèrent plus tard les enquêtes et les instructions complémentaires ordonnées par la Cour de cassation.

Dans la seconde, une dame Druaux avait été condamnée sous l'inculpation d'un double empoisonnement sur la personne de son mari et de son beau-frère Delacroix, lesquels avaient dû la mort, en réalité, aux émanations toxiques échappées d'un four à chaux, adossé à la maison qu'ils habitaient. Plus tard, la maison fut louée à d'autres locataires dont plusieurs éprouvèrent les mêmes maux que ceux sous lesquels avaient succombé Druaux et Delacroix, et l'un de ces nouveaux locataires vint lui-même à succomber. Dès lors, l'opinion publique s'émut et reconnut la vraie cause du décès des deux premières victimes.

La Cour de cassation, après un premier arrêt aux fins d'un complément d'instruction dans chacune des deux affaires, revisa finalement les deux arrêts de condamnation et fit rendre la liberté à Rossi et à la veuve Druaux.

Or, dans chacune de ces deux affaires, on chercherait vainement la trace d'une préoccupation par la Cour de cassation :

Soit d'un fait nouveau, soit d'un fait tout d'abord probant, soit, enfin, d'un lien juridique quelconque entre le fait revisé et le crime qui a motivé la condamnation.

Dans la première, c'est la révélation après la condamnation d'un faux témoignage qui lui était antérieur, puisque c'est lui qui l'a provoqué, qui sert de base à la demande de revision et qui constitue le fait quelconque exigé par la loi sans aucune qualification de ce fait.

Et dans la seconde, c'est un fait postérieur, il est vrai, à la condamnation révisée, et dès lors nouveau, mais absolument *étranger juridiquement* à la mort de Druaux et de Delacroix, qui sert de base à la demande de revision et qui constitue le fait dont dépendra cette dernière.

Dans toutes les deux, il a suffi à la Cour suprême d'un indice puissant, à la vérité, d'une simple mais grave présomp-

tion d'innocence pour admettre le principe de la demande en revision qui lui était soumise.

En ce faisant, la Cour de cassation n'a pas seulement interprété avec sa sagesse habituelle et dans toutes leurs nuances les intentions nouvelles du législateur, elle en a encore exécuté à la lettre la volonté nettement formulée, clairement manifestée par le § 4 de l'article 443 du Code d'instruction criminelle ; et, seule, l'opinion publique s'est méprise sur ses intentions et sur cette volonté en qualifiant arbitrairement de fait nouveau le fait revisé quel qu'il soit, en exigeant de lui ce caractère comme condition toute première et *sine qua non* de son admission.

Il nous a paru que l'opinion publique ne pouvait être maintenue plus longtemps dans cette erreur.

Emile Le Due.

PRIME PHOTOGRAPHIQUE offerte à nos abonnés

Nos abonnés d'un an apprendront avec plaisir que nous avons renouvelé le traité intervenu l'an dernier avec M. Gustave Camus, et que nous sommes en mesure de leur offrir la même prime que précédemment.

Elle consiste en un superbe portrait au platin, du format 18/24 ; on peut se rendre compte de la valeur artistique de cette prime par les spécimens que nous en exposons au Figaro.

Sa valeur commerciale est d'au moins quarante francs.

Il est inutile d'insister ici sur la réputation qu'a su obtenir M. G. Camus, dont le goût et le talent sont universellement appréciés.

Il est depuis de longues années le photographe du Figaro ; c'est aussi le photographe attitré de l'aristocratie française et de toutes les personnalités étrangères de passage à Paris.

M. G. Camus se tiendra à la disposition de nos abonnés, tous les jours de 10 heures à 4 heures, à son atelier, 18, rue Vivienne, où ils n'auront qu'à se présenter, munis de leur quittance d'abonnement, pour prendre rendez-vous.

LA VIE LITTÉRAIRE

Les Livres

HISTOIRE — MÉMOIRES

Les erreurs et les habilitations judiciaires qui occupent à un si haut point les journaux, et qui depuis quelques temps défrayaient toutes les conversations, donnent un intérêt d'actualité au récit des *Derniers Moments de Lally-Tollendal* que publie la « Nouvelle Revue rétrospective ». En 1734, le baron de Breteuil, ministre de la Maison du Roi, donna l'ordre aux archivistes de la Bastille de réunir les documents propres à écrire l'histoire des prisonniers. Ce travail avait été conduit jusqu'à l'année 1770 quand la Bastille fut prise et démolie. C'est sur un de tableaux dressés à cet effet que se trouve la note d'où est extrait le passage suivant, note communiquée par M. Frantz Funck-Brentano :

Il marqua beaucoup d'inquiétude, lorsqu'il fut arrivé, de ce que le major du château de la Bastille, qui l'avait accompagné jusqu'à la Conciergerie, l'avait quitté entre les deux guichets sans lui parler ni sans lui dire adieu. Il le témoignait par ces mots : « Je suis sûr... » On lui dit toutes les choses qui pouvaient le rassurer. Il passa la nuit entre la crainte et l'espérance. Il conta qu'il s'était trouvé à neuf batailles, qu'il n'avait été battu qu'une ; qu'il s'était signalé à Fontenoy, au siège de Berg-op-Zoom, etc.

Fatigué d'avoir tant parlé, il se jeta tout habillé sur un lit où il dormit pendant près d'une heure. A son réveil, il reprit ses premières alarmes ; on lui proposa, à huit heures, de prendre quelque chose. Il s'en défendit, pour ne point charger son estomac, afin de parler à ses juges avec plus de sang froid. A midi, on le conduisit dans la chapelle. Il frémit quand le greffier lui dit qu'il allait se mettre à genoux pour entendre lire son arrêt. Il hésita d'abord, mais obéit. Il marqua plus d'une fois de l'impatience pendant cette lecture, et se leva et recula d'horreur lorsque le greffier prononça l'article de sa condamnation : « Mais qu'ai-je donc fait ? » s'écria-t-il. L'arrêt lu, le curé de Saint-Louis s'approcha pour lui donner les consultations de son ministère : « Eh ! monsieur, laissez-moi un moment seul ! » lui dit-il. Et se fit asséoir dans un coin de la chapelle en se couvrant le front de ses deux mains ; ensuite, tirant une pointe de fer de compas cachée dans une des manches de son habit, il s'en frappa le côté,

Car les grandes peines sont toujours à l'étroit entre quatre murs. Elles ont un étrange besoin d'espace libre. Il faut aux poitrines gonflées de douleur tout l'infini pour exhiler leur chagrin, pour aspirer à longues gorgées un air pur, tout neuf.

Mais comme James traversait la maison pour gagner la route, il rencontra sa mère.

Elle l'entraîna dans un petit salon trop plein de vieux meubles et, tout en se débarrassant de sa voilette, de son chapeau et de son mantelet, le dévisagea avec inquiétude. Elle s'était hâtée et elle parla d'une voix encore haletante.

— Tu m'as attendue, mon pauvre chéri ? Il y a longtemps que tu es là ? J'ai tant couru ! Pour rien, d'ailleurs. Mon Dieu, mon Dieu, comment vas-tu faire ? Eh bien ! tu t'en vas déjà ?

Occupée depuis la glace à ranger des mèches rebelles de sa coiffure, elle se retourna d'un seul mouvement, figée dans son geste par la surprise de cette fuite rapide.

La porte, James s'excusait :

— Il faut que je rentre. J'ai juste le temps de prendre le train...

Mme Onaire semblait ne pas entendre. Elle scrutait ce visage troublé, ces yeux qui fuyaient les siens. Et d'une voix lente, profonde, d'un calme forcé :

— Tu ne m'aurais donc pas attendue, si j'avais tardé encore ? Pourtant, tu venais chercher ma réponse.

— Si. C'est-à-dire... Je te répète que je suis pressée...

De cette même voix impérieuse, contenance, Mme Onaire reprit :

— Tu as vu ton père ?

James rentra, comme décidé désormais à connaître cette vérité qui le tremblait d'apprendre, dont il avait voulu retarder la venue. Il répondit :

— Oui, je l'ai vu.

Michel Corday.

(A suivre.)

Feuilleton du FIGARO du 26 Avril 1899

NOTES D'HISTOIRE

Prisonnier

SEPTEMBRE 1871

Le prince Georges Bibesco, ancien officier supérieur de notre armée, membre associé de l'Institut, réunit en volume ses souvenirs de la guerre de 1870.

Fait prisonnier après la capitulation de Sedan, le prince Bibesco fut envoyé à Coblenze et interné. C'est au récit de ces mois de captivité qu'est consacré l'ouvrage dont la publication aura lieu très prochainement.

Il ouvre sur un chapitre émouvant, que nous sommes heureux de pouvoir publier dès aujourd'hui : *Le Réve*. C'est une sorte de résumé tragique des opérations de guerre qui aboutirent, en moins de six semaines, à la journée de Sedan.

En proie depuis plusieurs jours aux plus violentes émotions, torturé par la douleur de notre désastre, épuisé par la fatigue, je venais de tomber dans un profond sommeil, là-haut, dans une chambre hospitalière de Sedan... C'était le 1^{er} septembre ; il faisait nuit depuis longtemps.

A peine mes paupières closes, je vois repasser devant moi le drame sanglant de la guerre ; je remonte, le cœur angoissé, le calvaire que nous venons de gravir.

Voilà Paris ; la guerre vient d'être déclarée ; en quelques instants, la nouvelle a fait le tour de la capitale... J'assiste à l'enthousiasme irrésistible de la foule, j'entends les cris répétés de : « A Berlin ! à Berlin ! », mêlés au chant de la *Marseillaise*... Oh ! les imprudents, s'ils savaient !... Puis, les différents corps, mal organisés, s'ébranlent vers la frontière mal fortifiée ; et une armée comptant à peine 250.000 hommes, réunie à la hâte, mais prête à mourir, va se mesurer avec 600.000 Allemands bien équipés, disciplinés, pourvus de tout, appuyés par une artillerie formidable, outillée pour la victoire !

Pendant qu'à Belfort le général Félix Douay fait des prodiges pour mettre le 7^e corps en état d'entrer en campagne, qu'il déploie les ressources de son expérience pour améliorer et compléter les défenses de la place, pendant que les mêmes mesures, tardives, hélas ! sont prises à l'armée de Metz, dans l'Est le sang a coulé. Combat à Wissembourg le 4 août, à Spickeren le 6 août, et le même jour bataille de Froeschwiller, terminée par la victoire des Allemands et la retraite du maréchal de Mac-Mahon.

Mais pourquoi le sol tremble-t-il soudain ? Quelle est cette trombe lumineuse qui traverse le champ de bataille comme un météore, éblouit et arrête les colonnes ennemies ? C'est le sacrifice à la patrie qui passe ! C'est la phalange héroïque des cuirassiers Michel qui, lancée contre les mêmes ennemis pour couvrir la retraite des Français, charge à la mort !... C'est le sacrifice à la patrie qui passe !... Il est consommé ! Le soleil, à son déclin, contemple les héros qui jonchent le champ de bataille ; il les enveloppe dans un rayonnement suprême, lineux éblouissant et de pourpre, et leur met au front, avant de disparaître, un reflet de la gloire dans laquelle il descend.

La retraite est assurée ; mais ce n'est qu'un répit ; le flot de l'invasion un instant contenu, a repris son cours. Voyez, comme il monte de toutes parts : le lendemain de Saint-Privat il déborde Metz et inonde le pays ; bientôt il gagne dans la direction de Paris. Le 23 il entre à Vitry, le 25 il est à Bar-le-Duc.

C'est à cette date fatale que le roi Guillaume apprend que le maréchal de Mac-Mahon a quitté Reims le 23 et qu'il est en marche pour aller passer la Meuse et donner la main à Bazaine. Aussitôt, la III^e armée allemande, qui a perdu nos traces, d'abandonner la direction de Paris pour prendre, à marches forcées, celle de Vouziers, et de nous joindre le 28 au matin, au milieu de notre marche hésitante, oscillatoire, marche de condamnés.

En effet, face à la Meuse le 26, ne sommes-nous pas ramenés le 27 au soir dans la direction de Mézières ; ne recevons-nous pas, le 28 au matin, — sur l'insistance du gouvernement de Paris — l'ordre de reprendre la direction de l'Est, et le 30 dans la nuit celle du Nord, de Sedan ? Aussi, quelle perturbation jetée dans nos colonnes ! C'est l'écartèlement moral et physique des forces vives de notre armée.

Par contre, quelles promptes décisions l'état-major allemand n'oppose-t-il pas à nos fluctuations. Depuis que les III^e et IV^e armées nous ont joints, elles nous harcèlent sans relâche, sans cesse leurs colonnes sont en contact avec notre arrière-garde, prêtes à profiter de la moindre faute. Témoins les éclairs qui sillonnent la lisière des bois de Dieulouard et de Beaumont, le 30 août, vers midi, et les obus qui tombent au milieu du 5^e corps au bivouac et y portent la panique et la mort.

Cependant des quatre corps de l'armée du maréchal, les 1^{er}, 12^e et 5^e passent, le soir même, sur la rive droite de la Meuse, tandis que le 7^e franchit le fleuve pendant la nuit, à la suite des cuirassiers et de l'artillerie, sur un pont submergé, dont, seules, deux lignes — formées par les garçons de troupe — restent debout. Les eaux de la Meuse reflètent les feux qui éclairent les deux rives du fleuve, s'allument de rumeurs d'incendie et nous renvoient l'image, comme ensanglantée, de notre désastre.

A cinq heures du matin, Sedan nous apparaît avec ses fortifications d'antan. La place ouvre ses portes, et les soldats du 17^e corps, ivres de fatigue, tenaillés par la faim, défilent à travers les rues de la ville d'un pas mal assuré qui trahit leur état physique et moral.

Voilà le 7^e corps sur le terrain qui lui a été assigné au nord-ouest de Sedan, face à la frontière belge, en arrière du plateau d'Illly. Il est occupé à élever sur le front de ses positions des retranchements en vue de la lutte prochaine, pendant que, derrière lui et à droite, le canon gronde sans relâche, et que l'artillerie allemande ne cesse de faire pleuvoir ses obus sur les corps de Ducrot, Lebrun et de Failly, en marche pour aller occuper leurs positions autour de la Place.

Entre temps la nuit est venue et a mis fin à la canonnade. Mais, quelle sombre veillée ! dans le silence des heures qui nous séparent de l'irréparable, quelles angoisses les nôtres !

A peine l'aube du 1^{er} septembre a-t-elle blanchi l'horizon, qu'au sud, du côté de Bazailles, à travers la brume épaisse qui s'étend sur le pays, les canons ennemis

sonnent la bataille. Le 11^e Bavaïois, soutenu par le 4^e corps et les batteries établies sur les hauteurs de la Marfée et de Wadelincourt, s'élance à l'assaut du riant village de Bazailles, encore endormi dans le gracieux lit d'éméraude que lui font ses jardins et ses prés.

On n'est pas parvenu à faire sauter le pont du chemin de fer ; les Bavaïois le franchissent. Les voilà dans Bazailles, que le corps Lebrun leur dispute pied à pied.

Infortuné village ! Hier tes habitants saluaient avec ivresse l'arrivée de nos régiments ; tes jolies filles tout à la danse au milieu des prairies en fleurs, étaient, sans souci du lendemain, les heures qui hâlaient dans l'épanouissement d'un radieux après-midi d'été, pour s'endorment paisiblement à la voix grave de l'angelus. Hier, c'était la joie de vivre ; aujourd'hui, c'est la gloire de mourir. En ce moment Bazailles est le théâtre sanglant d'une lutte héroïque, Bazailles est la proie des flammes !

De toutes parts les colonnes allemandes, mises en marche bien avant le jour, décrivent autour de l'armée française deux arcs convergents vers le nord des positions du 7^e corps.

Le double mouvement des armées allemandes s'accroît avec rapidité. A droite le Prince royal de Saxe, maître de Daigny, poursuit sa marche au-delà de Givonne avec une partie de la garde, dans le but de rejoindre, au nord de Sedan, le Prince royal de Prusse.

A gauche les 11^e et 5^e corps de la III^e armée — le 5^e corps précédé par son artillerie — viennent de s'établir sur la position de Saint-Menges et sur le plateau de Fleignoux, en même temps que deux batteries et une réserve d'artillerie bavaïroises pénètrent dans la presqu'île d'Iges.

Encore une fatalité : on n'est pas parvenu à inonder la presqu'île, de telle sorte que le 7^e corps déjà en but à l'artillerie établie au nord de Sedan, pris à revers par les obus lancés des hauteurs de Wadelincourt, pris d'écharpe à droite, par l'avalanche de fer qui passe à travers le 1^{er} corps, se trouve encerclé mitrillé à gauche, par les Bavaïois ! Situation plus affreuse fut-elle jamais !

D'ailleurs, tout conspire au triomphe des armées allemandes. Dès six heures du matin, le maréchal blessé a remis le commandement au général Ducrot. L'Empereur, resté pendant cinq heures sous le feu de l'ennemi au plus fort de l'action, a dû rentrer dans Sedan, souffrant cruellement du mal qui le mine et menace de l'emporter bientôt. Spectateur agonisant de l'écroulement de son Empire, il a vainement tenté, vainement espéré de ne pas lui survivre !...

Devenu général en chef, Ducrot va reporter l'armée française vers le Nord, le dos à la frontière belge, accepter la bataille sur le plateau d'Illly et empêcher, ou du moins retarder, la jonction des III^e et IV^e armées allemandes. Les corps d'armée commencent le mouvement, quand survient le général de Wimpfen, pourvu d'une lettre ministérielle le désignant comme le successeur du maréchal de Mac-Mahon, au cas où ce dernier serait tué ou blessé.

Wimpfen arrête le mouvement de l'armée vers le Nord et se dirige vers le Sud, avec l'intention de se frayer un chemin vers Carignan en jetant les Bavaïois à la Meuse. Ainsi, trois commandants depuis le matin, trois plans différents, et il est à peine dix heures ! C'est dans ces conditions que la lutte se poursuit avec acharnement.

Mais ces ordres, ces contre-ordres ont jeté le désarroi dans nos colonnes exposées depuis cinq heures du matin au feu dévastateur de l'artillerie allemande ; ils ont achevé d'ébranler le moral de nos soldats, en augmentant le péril de notre situation. En effet, pendant ce temps, les armées ennemies ont marché vers leur but avec résolution ; et nous les voyons, impuissants à les en empêcher, opérer leur jonction. Il est deux heures : nous sommes encerclés, enfermés dans un cercle de fer et de feu.

C'est l'heure des dévouements.

Guidé par le général Ducrot, le général Marguerite paraît à la tête de son admirable division de cavalerie : il va la lancer sur l'ennemi, quand une balle le frappe mortellement. Ses régiments, transportés de fureur, s'ébranlent aussitôt à la voix de leurs commandants et chargent l'ennemi pour venger le chef qu'ils confondent dans un même sentiment de respect et d'admiration. Mais ils se brisent contre des carrés bien défendus, et la mitraille fait dans leurs rangs d'horribles trouées. L'intrepide Galliffet, les rallie, amputés et sanglants, et il se met à la tête de la division dont Marguerite, en tombant, lui a envoyé l'ordre de prendre le commandement.

Ducrot est encore là, le cœur saignant du double drame auquel il vient d'assister : une partie de notre cavalerie fauchée, Marguerite agonisant ! Il demande à Galliffet de tenter encore un effort, pour l'honneur des armes... Tant que vous voudrez, mon général, lui répond Galliffet, tant qu'il en restera un, et d'entraîner de nouveau ses régiments !...

La terre tremble sous le galop des chevaux, on dirait le roulement du tonnerre qui s'éloigne...

Brusquement un autre bruit lui succède, celui de la fusillade et du canon... Les régiments français ont disparu dans la fumée, ils sont arrivés sur les carrés ennemis...

A ce moment le feu se ralentit : c'est la collision !... minutes pleines d'angoisse !...

Mais voici le crépitement de la fusillade et le grondement du canon qui de nouveau font rage ; de nouveau le sol est ébranlé ; le galop d'une cavalerie, — c'est la nôtre qui revient, — se perçoit distinctement.

Bientôt les masses émergent de la fumée ; les voila qui paraissent, précédées de chevaux par pelotons, décapités de leurs cavaliers, serrés les uns contre les autres, affolés, portant des plaies béantes, et, peu après, Galliffet ramenant les débris de ses régiments héroïques, dont la mort n'a pas voulu !

Que de sang répandu ; combien d'actions d'éclat accomplies pour l'honneur des armes !...

Cependant, au nord, le plateau d'Illly, occupé tour à tour par le 1^{er} et le 7^e corps, est abandonné sans retour ! La défense a perdu pied ; de toutes parts le flot de la déroute roule vers les fossés de Sedan et s'y engouffre, en même temps que l'air est déchiré par de lugubres détonations, — ce sont des saisons d'artillerie qui font explosion — et par les sanglots des blessés qui disparaissent dans les flammes des ambulances en feu !...

... Bientôt les crêtes, abandonnées par

nos soldats, sont occupées par les fantaisies allemandes ; le drapeau blanc est hissé pour la seconde fois sur une maison de Sedan, le canon se tait, la fusillade cesse, un silence redoutable plane sur le champ de bataille, nous pénétrons de l'horreur de notre situation et nous laissons voir la France en deuil pleurant son armée et ses drapeaux !...

Quelle agonie !... Est-ce un rêve ?... serait-ce la réalité ?...

Tout à coup, de joyeuses fanfares éclatent dans l'air ! Mais ce ne sont pas là les sonneries françaises ; les cuivres même n'ont pas la sonorité de nos nôtres !... D'un bond je suis debout, haletant ; je regarde... j'écoute... j'ai compris ; là-bas, sonnent les funérailles de nos espérances et de notre liberté.

Vaincus et prisonniers !

Prince Georges Bibesco.

A TRAVERS LES REVUES

Les ingénieurs français et les barrages du Nil

Les revues anglaises et américaines qui ont donné une description si complète et si détaillée des projets de barrages que le gouvernement anglo-égyptien a commencé à mettre à exécution ont affecté de passer sous silence les noms des véritables initiateurs de ces gigantesques travaux. Il ne sera peut-être pas inutile de rappeler que l'idée d'approviser le Nil et de rendre à la Haute-Egypte son antique splendeur est d'origine française.

L'homme qui a le mieux compris le problème du Nil s'appelait Alfred de La Motte. C'était un de ces personnages étranges qui déconcertent ceux qui les rencontrent pour la première fois. Il faut attendre qu'ils soient morts pour les apprécier à leur valeur. De leur vivant, il est presque impossible de dire si ce sont des aventuriers ou des précurseurs, des esprits chimériques ou les apôtres d'une idée utile et bienfaisante pour le genre humain.

Strange destinée que celle de cet ingénieur qui va visiter l'Egypte en touriste et découvre, du premier coup, les lois fondamentales du régime hydraulique du Nil !

Le Nil est un terrassier qui ne se met jamais en grève. Il enlève sans cesse des milliers de mètres cubes de terre aux collines de l'Abyssinie ou de l'Afrique centrale et les transporte dans la Méditerranée. Comment empêcher cet incalculable gaspillage d'eau imprégnée de limon fécondant qui, mieux aménagée, ferait de la vallée tout entière de ce fleuve, privilégiée entre tous, le pays le plus fertile du globe ? Si je gouvernais ici, dit Bonaparte, au lendemain de ses victoires sur les mamelouks, pas une goutte d'eau n'irait à la mer avant d'avoir saturé le désert. Le jeune ingénieur français, obscur et inconnu, qui voyageait pour étudier les vestiges de l'antique civilisation égyptienne eut la curiosité de rechercher, pour quels motifs des provinces autrefois fertiles étaient devenues des déserts, et il ne tarda pas à reconnaître que si le Nil ne rend plus aujourd'hui les mêmes services que par le passé, c'est que le niveau de son étiage s'est considérablement abaissé depuis le règne des Pharaons. Son lit est devenu plus profond et ses berges se sont effaïssées. Qu'on lui rende son ancien niveau et il recouvrera son ancienne puissance de fécondation.

En même temps qu'il indiquait le but, M. de La Motte découvrait les moyens à employer pour l'atteindre. Un chapelet de vastes réservoirs échelonnés le long du fleuve, dans la Haute-Egypte et la Nubie, devait reconstruire l'ancien régime du Nil, et le problème était résolu ! Le Père des Évaux, qui était devenu capricieux en avançant en âge et prenait de plus en plus les allures d'un torrent, allait, sur ses vieux jours, reprendre des habitudes de discipline et redevenir le plus précieux auxiliaire de l'agriculture et de la civilisation.

« Construisez des réservoirs, disait cet apôtre d'un nouveau genre, et vous régulariserez les crues du Nil. » Une crue trop faible est insuffisante pour faire pousser les récoltes et une crue trop forte les détruit. Lorsque le Nil Blanc et le Nil Bleu ne débordent pas en même temps, c'est toujours la même quantité d'eau qui s'écoule, mais elle n'arrive pas avec assez d'abondance au moment opportun pour recouvrir toutes les terres, qui restent stériles faute d'avoir été inondées. Un ou plusieurs réservoirs de sept ou huit milliards de mètres cubes permettraient tantôt d'enrayer une crue trop forte, en ayant soin d'emmagasiner le trop-plein du fleuve assez vite pour empêcher un désastre, et tantôt de suppléer à une crue insuffisante en rendant à leur cours naturel, à l'instant qui paraîtrait le plus favorable aux intérêts de l'agriculture, les eaux économisées pour les mauvais jours où le Nil manquerait au plus essentiel de ses devoirs. Les frais de construction des barrages — ne seraient-ils pas autre chose qu'une prime d'assurance contre les caprices d'un fleuve qui fait la prospérité ou la ruine de l'Egypte — devraient être considérés comme la plus utile des dépenses à inscrire au budget de l'ancien royaume des Pharaons ; mais, en dehors de la régularisation des crues, les réservoirs créés par M. de La Motte devaient rendre des services bien plus précieux encore. Avoir de l'eau à discrétion dans la vallée du Nil, c'est se ménager les moyens de créer de toutes pièces des provinces fertiles, conquises sur les sables du désert, et de retirer des richesses incalculables d'un sol qui se prête à tous les genres de culture, à la seule condition qu'on puisse l'arroser en toute saison. Ajoutons enfin qu'à partir du jour où le niveau du fleuve aurait été relevé par une série de barrages, il suffirait de construire un certain nombre d'écluses pour que les cataractes ne fussent plus un obstacle à la navigation et pour que l'une des plus magnifiques voies fluviales qui existent sur le globe fût ouverte aux peuples civilisés sur toute la longueur de son cours.

Le programme de M. de La Motte était si colossal qu'à première vue il ressemblait à une illusion de plus à ajouter aux mirages du désert ; mais la foi a une puissance de contagion irrésistible. Il suffit au jeune ingénieur de quelques entretiens pour convertir à ses projets le duc de Sutherland. Quand un Français a une idée, il se rencontre toujours un Anglais assez intelligent pour la comprendre et

assez hardi pour fournir les fonds qui peuvent être nécessaires pour en préparer la mise à exécution. Grâce à la munificence de ce Médecin rencontré par hasard sur les bords du Nil, M. de La Motte put continuer ses travaux pendant plusieurs années, jusqu'au moment où une société française indemnisa le grand seigneur anglais de ses avances ; et, tout en conservant comme directeur technique l'ouvrier de la première heure, l'initiateur qui avait si clairement entrevu le but à atteindre, cette société s'assura le concours de M. Jacquet, et après lui de M. Fargue, tous les deux inspecteurs généraux des ponts et chaussées, dont le choix s'imposait par la réputation indiscutée que leur avaient acquise leurs savants travaux sur le régime hydraulique des fleuves.

Il ne suffit pas qu'une idée nouvelle et féconde ait été émise, il faut lui donner corps, il faut prouver qu'elle peut prendre un caractère pratique et calculer exactement le chiffre des sacrifices nécessaires pour la mettre à exécution.

Telle fut pendant quinze ans la tâche des ingénieurs, des géographes, des savants que la Société d'études du Nil avait groupés autour d'elle, et l'impartialité nous fait un devoir de reconnaître que leurs travaux, loin de rencontrer des obstacles de la part du gouvernement du Caire, furent puissamment encouragés par les ministres égyptiens et par les Anglais.

Lord Dufferin ne fut pas moins prompt que le duc de Sutherland à comprendre l'utilité et la grandeur d'un projet qui devait rendre à l'Egypte son antique prospérité ; le célèbre explorateur sir Samuel Baker écrivit, dans son livre sur les *Affluents du Nil en Abyssinie*, un chapitre où il arrivait par d'autres voies aux mêmes conclusions que M. de La Motte ; enfin, le colonel Scott-Moncrieff, sous-secrétaire d'Etat aux travaux publics du gouvernement du Khédive, s'est comporté, en toute occasion, comme s'il eût été le plus actif et le plus dévoué des collaborateurs des ingénieurs français. Bien qu'au début de sa carrière il eût servi avec distinction dans la campagne de l'Oude, l'ancien commandant du corps des *Bengal Engineers* se considérait bien plutôt comme un ingénieur que comme un militaire. Pendant les longues années qu'il avait passées dans l'Inde il s'était occupé surtout d'établir des barrages sur les rivières et de construire des réservoirs, afin d'emmagasiner l'eau nécessaire à l'irrigation des provinces les plus épuisées par la sécheresse.

Les antécédents professionnels du haut fonctionnaire du gouvernement égyptien expliquent la cordialité de ses relations avec des hommes dont il était capable d'apprécier la haute valeur. Comme il était passé maître dans l'art d'approviser les rivières, il avait une compétence toute spéciale pour étudier au jour le jour les projets préparés par M. de La Motte et les continuations de son œuvre ; il les examinait lui-même et soumettait ensuite aux ingénieurs français les originaux des plans qu'il avait fait dresser par ses subordonnés.

Auon uage ne semblait encore menacer la bonne harmonie des représentants de la Grande-Bretagne et de la France ; l'entente était alors si complète que l'état-major anglais se servait des cartes de M. de La Motte pour faire sa première campagne du Soudan.

Grâce à l'intimité de cette collaboration anglo-française, qui, pour le plus grand bien de l'Egypte, durait depuis une quinzaine d'années, non seulement l'idée de construire des barrages et des réservoirs dans la région des cataractes avait eu le temps de prendre corps sous la forme de projets, de plans et de devis, mais encore de devenir populaire parmi les sujets du Khédive et d'attirer l'attention des ingénieurs de tous les pays. Les missions, les rapports, les brochures, les conférences, les groupes de savants attachés à la Société d'études du Nil avaient donné aux conceptions de M. de La Motte la consécration la plus nécessaire pour assurer le succès d'une idée, nous le voudrions dire la consécration de la publicité.

Des projets de barrages affluèrent de toutes parts. L'emplacement des réservoirs qui devaient transformer des déserts en provinces fertiles fut discuté par les ingénieurs les plus compétents de l'Europe et du nouveau monde. Un Américain, qui s'était présenté à M. de La Motte comme un archéologue infatigable à la recherche des anciennes limites du lac Meris, était en réalité un concurrent déguisé qui tenait en réserve un plan tout préparé. De leur côté, les ingénieurs russes suivirent avec le plus vif intérêt des projets dont ils avaient, du premier coup, compris l'importance.

Une fois ce projet grandiose exécuté, même en partie, écrivait en 1885 M. Weyssenhoff, ingénieur en chef des irrigations de la Russie méridionale, c'est sur le terrain de l'Egypte, dont l'antique civilisation s'est répandue en Grèce et à Rome, qu'on viendra étudier les résultats obtenus par cet aménagement rationnel des eaux.

Le croirait-on ? lorsqu'une idée poursuivie pendant un si grand nombre d'années, au prix de tant d'efforts et de tant de sacrifices, va se traduire enfin sous la forme de blocs de granit destinés à durer autant que les siècles, les Anglais se chargent seuls de l'exécution de cette œuvre, dont ils n'ont pourtant pas été les seuls initiateurs, et ne veulent tenir aucun compte des intérêts français engagés de longue date dans cette colossale opération.

Sera-t-il dit que sur les bords du Nil le *Sic vos non vobis* restera l'éternelle devise de la France et que le duc de Connaught, en posant la première pierre du barrage d'Assouan, aura, sans le savoir, consacré une œuvre de spoliation ?

Les ingénieurs français qui ont travaillé à rendre à l'Egypte sa fertilité passée n'ont pas eu, comme les archéologues français qui ont reconstruit les anciens monuments des Pharaons, la bonne fortune d'attacher leur nom à des souvenirs matériels éternellement durables, mais ils n'en retrouveront pas moins tôt ou tard leur légitime part de gloire, et un jour viendra où, pour ne parler que des morts, de La Motte et Jacquet ne seront pas moins célèbres que Mariette et que Maspero.

G. Labadie-Lagrave.

Le Gérant responsable : A. BOREL.

Paris. — D. CASSEIGNOL, imprimeur, 26, rue Drouot. (Imprimerie du *Figaro*). — Emile LORILLIER, imprimeur sur les nouvelles machines rotatives à six pages de MARINONI.

un peu au-dessous du cœur. Ceux qui étoient présents accoururent et lui retirèrent le bras levé pour redoubler.

M. le premier Président, ayant été averti sur-le-champ, ordonna qu'on avançât d'une heure l'exécution, mais au lieu du carrosse de remise accordé aux instances de la famille du criminel, il fut décidé qu'elle se ferait selon l'usage ordinaire. En conséquence le bourreau s'empara de M. de Lally, qui se répandit, en ce moment, en imprecations. Le greffier ayant fait demander de nouveaux ordres à ce sujet, en représentant qu'outre le scandale à craindre dans le passage des rues, il pouvoit arriver qu'ayant voulu se détruire, il ne s'étranglât avec sa langue, à l'instar des nègres, il fut décidé qu'on lui placerait une espèce de mors dans la bouche, qui empêcherait ce qu'on avoit à redouter des deux parts.

A 4 heures et demie, on mit au criminel cette espèce de baillon qu'on eut bien de la peine à placer, à cause de ses emportements, et on le fit monter dans un tombereau avec lequel il a été conduit à la Grève, précédé de la charrette du bourreau, d'un détachement de robe-courte.

Arrivé au pied de l'échafaud, on lui a demandé s'il vouloit monter à la ville. Il a marqué de l'impatience et a regardé avec mépris de ce côté, et fixé ses regards sur le peuple innombrable qui l'environnait. Il a montré avec faiblesse l'échelle, mais, arrivé sur l'échafaud, il a montré une fermeté héroïque, il s'est mis à genoux et a parfaitement tendu le col, mais le fils à Sanson n'a manqué, lui, à enlever le crâne, sans cependant l'avoir séparé de la tête ; son père l'a repoussé, s'est emparé du damas, et a, d'un seul coup, séparé la tête du corps.

Après douze ans d'efforts, le fils de Lally-Tollendand obtint la réhabilitation de son père. Voltaire, dit Lacaze, se ramenant sur son lit de mort, écrivit au jeune Lally le 26 mai 1778 : « Le mourant ressuscité, il embrasse tendrement M. de Lally ; il voit que le Roi est le défenseur de la justice, il mourra content. »

On a écrit bien des livres sur la guerre d'Allemagne, mais parmi ceux-là il en est peu qui m'aient tant touché par leur accent de vérité, que celui de M. Désiré Louis publié chez Juven sous le titre : *Souvenirs d'un prisonnier de guerre en Allemagne (1870-1871)*. Ici pas de parti pris, ni pour ni contre nos vainqueurs ; des faits, rien que des faits, nous fusent-ils pas favorables, tel celui qui est rapporté dans le chapitre intitulé « l'idylle », et qui nous montre la honteuse bestialité d'une dizaine de nos compatriotes.

Il faut ajouter qu'à côté d'une idée isolée, comme celui que je viens d'indiquer, il en est bien d'autres tout à l'avantage du courage, de la philosophie que donne la jeunesse, du dévouement, de la camaraderie qui font partie du caractère français. En lisant ces pages, on ne peut s'empêcher de constater la différence qui existe entre l'Allemand familial, qui est bon et tendre, et la dureté, je dirai la cruauté qu'il prend avec l'uniforme et le joug de la discipline. Rien de plus touchant et de plus vrai dans ce livre que les impressions très bien exprimées, ressenties par celui qui, séparé de sa patrie, voit finir sa captivité et peu à peu se rapprocher la terre française. Ceux qui croient qu'ils ont inventé le patriotisme n'ont qu'à lire ces pages simplement écrites, pour constater qu'ils n'ont rien découvert et que, s'ils sont séparés parfois par une opinion, des Français se retrouveront toujours serrés l'un contre l'autre quand il s'agira de défendre la mère patrie.

M. E. Rodocanachi est un chercheur qui sait tout ce que les archives italiennes recèlent de précieux documents, et qui en a tiré non seulement des romans historiques, mais aussi des livres qui relèvent de l'histoire proprement dite ; tels sont les deux volumes qui viennent de paraître sous sa signature et qui sont : 1^o (chez Alph. Picard), *Les Derniers Temps du Siège de La Rochelle*, un ouvrage contenant la relation du nonce apostolique Guidi, évêque de Cervia, archevêque de Patras et, précédemment, vice-légat à Avignon. Rien de plus curieux que ces rapports dont le texte italien accompagne la version française, et qui trahissent toutes les préoccupations politiques du moment, la crainte de voir les Français se lasser d'une œuvre de longue durée, etc., etc. On y trouvera de curieux passages sur le roi Louis XIII et Richelieu et des détails restés jusqu'à ce jour dans la bibliothèque Vaticane.

GÉOGRAPHIE

La *Revue de géographie* consacre une belle notice, de M. L. Drapeyron, à la vie de Christian Garnier, fils du grand architecte, et dont les travaux laisseront une trace dans la science, bien qu'il ait été enlevé à ses amis à l'âge de vingt-six ans, ne survivant que d'un mois à Charles Garnier, son père. Je n'ai pas à rappeler les circonstances particulièrement douloureuses dans lesquelles il a été pris à l'affection de tous ceux qui le connaissent, disant à sa mère au moment de la mort de son père et présentant sa fin prochaine :

— Au moins, il ne m'aura pas vu mourir ! Mais toi, pauvre maman, tu vas être bien seule !

Ce n'est pas de cette fin cruelle seulement qu'il s'agit dans la notice que M. L. Drapeyron a lue à la Sorbonne, dans la séance de la Société de topographie de France, mais des services réels que Christian Garnier avait déjà rendus et devait rendre à la science. Le directeur de la *Revue de Géographie* analyse ses travaux, dont l'un — qu'il avait terminé peu de temps avant de mourir — lui avait valu, à l'Institut, le prix Volney : c'est un ouvrage sur la transcription des noms géographiques, qui va paraître prochainement.

Nous attirons l'attention sur les détails de cette belle et trop courte vie, dont l'exemple ne peut être que salutaire à être rappelé à nos jeunes savants. Il faut savoir gré à M. L. Drapeyron d'avoir décerné à Christian Garnier un peu de cette gloire qu'il aurait acquise par ses travaux, s'il avait échappé à ces destins inexorables que maudissait déjà le poète antique.

ROMANS

Mademoiselle Cloque est un roman qui doit être mis au nombre des meilleurs qui aient été publiés depuis longtemps ; outre

l'intérêt de l'action, la sagesse avec laquelle elle est conduite, ce livre présente aussi l'attrait de la pureté de la forme littéraire, d'une langue qui est juste celle qu'il faut parler pour dire les choses qui sont à dire dans cette étude de la vie provinciale, donnant avec précision à chaque fait le degré d'intensité qu'il mérite.

C'est dans le pays de Balzac, à Tours, que M. René Boylesve a pris l'idée de ce roman qui, je le répète, doit être tiré hors de pair. Une histoire de clocher, un peu plus puisqu'il s'agit d'une grande église, celle de Saint-Martin, a mis en grand émoi, il y a quelque temps, toute la population dévote de la capitale de la Touraine. Les souscripteurs avaient versé leur argent pour qu'une basilique leur fût construite, monument digne du saint qu'on vouloit honorer et protestation contre les idées un peu trop irréligieuses de notre temps. Le temple fut construit, mais scandale ! ce ne fut guère autre chose qu'une belle église, mais point une basilique, un « Chalet républicain », comme l'appellèrent les dévots indignés, convaincus que la politique s'était mêlée à la question. Dès lors l'exaltation religieuse ne connut plus de bornes, on alla même jusqu'à mettre l'évêque lui-même en cause.

De l'effet produit, en plein calme provincial, par un acte aussi imprévu, M. René Boylesve a tiré les pages les plus captivantes de son roman. Avec un véritable talent, sans se heurter à l'écueil de la pensée grossière, ce qui eût été banal, il a su nous donner l'impression des tempêtes qui s'élevèrent alors sous les crânes des dévots et des dévotes, personnifiant les différents partis par des types admirables de naturel et de vérité. Rien de plus charmant que cette exquise Mlle Cloque et sa nièce que, sans s'en douter, elle sacrifie à ses rancunes, la forçant à se contenter pour mari d'un petit notaire de village, quand elle avait rêvé un élégant lieutenant qu'elle aimait et qui l'aimait ; et ce marquis libéral et sa femme, légitimiste devenue folle, attendant toujours le Comte de Chambord et, pour l'appeler, agitant son mouchoir à la fenêtre, comme un drapeau blanc ! et toute cette haute société de Tours, et cet abbé, et ce conseiller municipal qui lève un peu trop souvent le coude, tout cela n'est-il pas charmant de vérité, sans exagération ? Entre autres, je signalerai une scène exquise, celle de l'entrevue de Geneviève, la jeune fille nièce de Mlle Cloque, et du notaire, son fiancé. Elle a lieu boulevard Béranger, au concert de la musique militaire. Je n'en cite que les premières lignes :

— Tiens ! voici Mlle Cloque et sa charmante jeune fille ! prononça la voix grasse de M. l'abbé Moisan. Mesdemoiselles, voulez-vous me permettre de vous présenter mon bon ami, M. Jules Girard, qui était précisément en train de faire avec moi un petit tour de promenade !

— Si monsieur veut bien s'asseoir ? dit Mlle Cloque, nous avons justement deux chaises à côté de nous, où nous avions déposé nos mantilles.

« Mon Dieu ! mon Dieu ! pensait Geneviève, est-il possible de parler comme cela ! Mieux vaudrait dire carrément que l'on s'attend, que de